

Balance suisse des paiements 2009

Septembre 2010

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIONALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2009

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 32 84; fax: +41 44 631 81 14
Adresse e-mail: library@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, *Publications*.

Droit d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales.

Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2010

Imprimé en

septembre 2010

Impression

FO-Fotorotar, CH-8132 Egg/ZH

ISSN 1661-1497 (version imprimée)

ISSN 1661-1500 (version électronique)

Table des matières

Page

4	Résumé
6	Balance des transactions courantes
8	Biens
10	Services
13	Revenus du travail
14	Revenus de capitaux
16	Transferts courants
17	Mouvements de capitaux
18	Investissements directs
20	Investissements de portefeuille
21	Produits dérivés et structurés
22	Autres mouvements de capitaux
22	Crédits des banques commerciales
23	Crédits des entreprises
23	Crédits de la Banque nationale
23	Autres investissements
24	Réserves monétaires
25	Erreurs et omissions nettes
26	Commentaires
29	Fondements juridiques
29	Fondements méthodologiques
31	Définition des groupes de branches
32	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
A1	Tableaux
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Biens
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Résumé

En 2009, l'activité économique a marqué un repli, sur le plan mondial, du fait de la crise financière. En Suisse, la diminution de la demande, tant intérieure qu'étrangère, a influé tout particulièrement sur les échanges de biens avec l'étranger (commerce spécial): d'une année à l'autre, les exportations ont ainsi fléchi de 13%, et les importations, de 14%. Depuis 1947, soit depuis que la balance des transactions courantes est dressée annuellement, jamais un recul aussi sensible n'avait été observé dans les exportations de biens. En revanche, la crise s'est fait sentir moins fortement dans les échanges de services: les exportations n'ont diminué que de 5%, et les importations ont même augmenté de 9%. Les revenus de capitaux se sont soldés par un excédent de recettes de 32 milliards de francs, alors qu'un solde passif exceptionnel de 28 milliards avait été enregistré en 2008. Le passage d'un solde passif à un solde actif s'explique par la forte progression des revenus tirés des investissements directs à l'étranger (+44 milliards de francs). En 2008, les pertes subies par les filiales à l'étranger des banques avaient lourdement pesé sur ces revenus. L'évolution des revenus de capitaux a influé également sur le solde de la balance des transactions courantes. En effet, l'excédent de cette balance a atteint 64 milliards de francs en 2009 (2008: 10 milliards), soit 12% du produit intérieur brut (2%). Il a ainsi retrouvé un niveau proche de celui d'avant la crise financière.

Dans les mouvements de capitaux, les exportations comme les importations ont été très inférieures à leurs niveaux de 2008. Les exportations nettes de capitaux ont porté sur 27 milliards de francs, contre 20 milliards l'année précédente. Dans les investissements directs, les acquisitions à l'étranger, en particulier, ont nettement diminué. Les exportations et importations de capitaux au titre des investissements de portefeuille ont elles aussi considérablement régressé. Les créances et engagements des banques commerciales vis-à-vis de l'étranger ont encore fléchi, mais beaucoup moins qu'en 2008. Etant donné la détente intervenue sur les marchés financiers, la Banque nationale a réduit ses swaps et ses pensions de titres avec des instituts d'émission et des banques commerciales à l'étranger, d'où une importation de capitaux (2008: exportation de capitaux). Elle a en outre acquis des devises et, ainsi, accru ses réserves monétaires – mesurées aux transactions effectuées – de 47 milliards de francs, d'où une exportation de capitaux.

Balance des transactions courantes

Les répercussions de la récession mondiale se sont fait sentir de manière particulièrement sensible dans les échanges de biens avec l'étranger (commerce spécial): les recettes découlant des exportations ont reculé de 13%, et les dépenses dues aux importations,

de 14%. Les exportations de l'industrie des machines et celles de l'industrie des métaux ont été les plus touchées par cette évolution. Grâce à des ventes accrues de produits pharmaceutiques, la chimie – principale branche exportatrice – a pu maintenir ses livraisons à l'étranger au niveau de l'année précédente. Du côté des importations, les achats à l'étranger de matières premières et produits semi-finis ainsi que d'agents énergétiques ont enregistré les plus forts replis. Les importations ayant fléchi davantage que les exportations, le solde actif des échanges de biens (commerce spécial) a augmenté d'un milliard pour atteindre 20 milliards de francs, soit un montant record. Dans les échanges de services, les recettes ont diminué de 5%. Les services financiers des banques, le commerce de transit et les services en matière de transports ont subi les contractions les plus marquées. Le repli a été plus modéré dans le tourisme et les assurances privées. Les recettes au titre des licences et brevets ont en revanche progressé. Quant aux dépenses pour les services fournis par l'étranger, elles ont augmenté dans l'ensemble de 9%, en raison principalement de paiements plus élevés pour l'utilisation de licences et brevets. Les dépenses ont par contre régressé dans le tourisme et les transports. Les échanges de services ont débouché sur un excédent de recettes de 42 milliards de francs, contre 50 milliards en 2008.

Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger (recettes de la Suisse) se sont accrus de 44 milliards pour atteindre 52 milliards de francs. En 2008, les pertes subies par les filiales à l'étranger des banques avaient lourdement pesé sur les recettes. Les revenus que l'étranger tire des investissements directs en Suisse (dépenses de la Suisse) ont diminué, passant de 49 milliards en 2008 à 32 milliards de francs en 2009. Le recul des revenus enregistrés par les sociétés financières et holdings en mains étrangères a joué un rôle déterminant dans cette évolution. Les revenus au titre des investissements directs se sont soldés par un excédent de recettes de 20 milliards de francs, alors qu'un solde passif de 41 milliards avait été observé l'année précédente du fait des pertes subies par les banques. Le recul des dividendes versés a fortement influé sur les revenus découlant des investissements de portefeuille; dans ce domaine, tant les dépenses que les recettes ont par conséquent fléchi. La baisse des taux d'intérêt et la diminution des fonds investis ont considérablement réduit les recettes et les dépenses dans les opérations d'intérêts des banques (ces recettes et dépenses sont comptabilisées dans les revenus au titre *des Autres placements*). Au total, les revenus de capitaux se sont soldés par un excédent de recettes de 32 milliards de francs; en 2008, un solde passif de 28 milliards avait résulté de l'évolution des revenus issus des investissements directs. Grâce au revirement observé dans les revenus de capitaux, le solde de la balance des transactions courantes s'est

accru, passant de 10 milliards en 2008 à 64 milliards de francs l'année suivante.

Mouvements de capitaux

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger se sont réduites de moitié. Elles ont porté sur 29 milliards de francs, contre 56 milliards en 2008. Les acquisitions à l'étranger de l'industrie ont marqué un fort recul d'une année à l'autre. En outre, les sociétés financières et holdings ont même vendu des entreprises pour un montant nettement supérieur à celui de leurs achats. Les entreprises suisses ont investi surtout pour renforcer leurs filiales à l'étranger, et ce sous forme de bénéfices réinvestis. Comme l'année précédente, les investissements directs ont été opérés en majeure partie dans l'UE, l'Asie et l'Amérique centrale et du Sud venant aux deuxième et troisième rangs. Les importations de capitaux en vue d'investissements directs en Suisse ont doublé, passant de 13 milliards en 2008 à 26 milliards de francs l'année suivante. Les entreprises étrangères ont accru leurs acquisitions en Suisse, mais ont également investi davantage de bénéfices dans leurs filiales en Suisse.

Dans les investissements de portefeuille, les résidents ont acquis des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 40 milliards de francs, contre 71 milliards en 2008. Ces fonds ont été placés en majeure partie en titres de créance. En outre, les résidents ont acquis des actions, mais vendu des parts de placements collec-

tifs. Quant aux investisseurs étrangers, ils ont placé un montant net de 8 milliards de francs (2008: 33 milliards) en titres d'émetteurs suisses, principalement en actions. Ils ont par contre vendu des titres de créance.

Les banques ont continué à réduire leurs créances et engagements vis-à-vis de banques à l'étranger, mais dans une mesure nettement inférieure à ce qui avait été observé en 2008. Au total, les opérations interbancaires ont engendré une exportation de capitaux à hauteur de 87 milliards de francs. En revanche, les opérations avec la clientèle à l'étranger ont débouché sur une importation de capitaux de 131 milliards de francs, les banques ayant reçu un afflux substantiel de fonds de l'étranger. Cette évolution s'explique sans doute en partie par le fait que la clientèle étrangère a réduit ses placements fiduciaires à l'étranger au profit de dépôts dans des banques en Suisse.

Etant donné la détente intervenue sur les marchés monétaires, la Banque nationale a diminué le volume de ses swaps et de ses pensions de titres avec des instituts d'émission et des banques commerciales à l'étranger. Il en a découlé une importation de capitaux de 18 milliards de francs (2008: exportation de capitaux à hauteur de 35 milliards). En outre, la Banque nationale a acquis un volume important de devises et, ainsi, accru ses réserves monétaires – mesurées aux transactions effectuées – de 47 milliards de francs, d'où une exportation de capitaux.

Soldes de la balance des paiements

En milliards de francs

Tableau 1

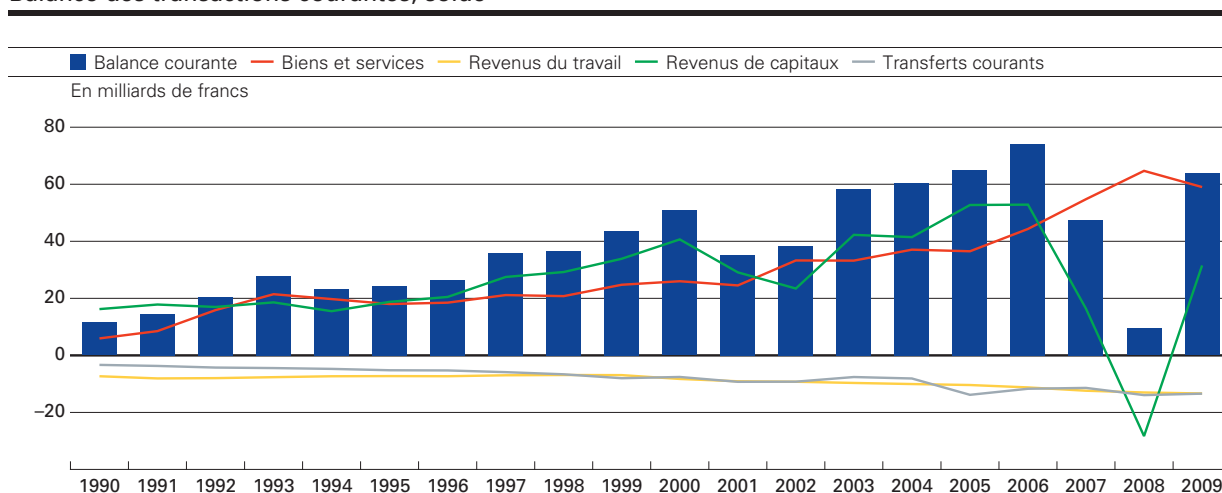
	2005	2006	2007	2008	2009
Balance des transactions courantes	65.0	74.2	47.2	9.5	63.8
Biens	3.0	5.1	9.4	15.1	16.7
Services	33.5	39.3	45.4	49.6	42.3
Revenus du travail	-10.4	-11.2	-12.4	-13.0	-13.4
Revenus de capitaux	52.7	52.9	16.4	-28.3	31.5
Transferts courants	-13.8	-11.7	-11.4	-13.9	-13.4
Transferts en capital	-2.8	-5.4	-5.0	-3.8	-3.6
Mouvements de capitaux	-84.4	-91.5	-41.1	-19.9	-26.6
Investissements directs	-64.8	-55.9	-6.0	-43.7	-2.6
Investissements de portefeuille	-59.2	-53.5	-23.3	-38.5	-32.0
Produits dérivés et structurés		-3.7	-12.8	7.4	2.6
Autres mouvements de capitaux	16.9	22.1	5.0	59.0	52.2
dont					
Crédits des banques commerciales	2.1	23.2	5.7	62.8	43.2
Crédits des entreprises	16.9	15.6	6.6	-12.3	-5.0
Crédits de la Banque nationale	-1.2	0.7	0.0	-35.1	17.9
Autres investissements	-0.8	-17.5	-7.3	43.6	-3.9
Réserves monétaires	22.7	-0.4	-4.1	-4.1	-46.8
Erreurs et omissions nettes	22.2	22.7	-1.2	14.2	-33.6

Balance des transactions courantes

En 2009, la balance des transactions courantes a dégagé un solde actif de 64 milliards de francs, soit 12% du produit intérieur brut (PIB). L'année précédente, son solde actif avait fléchi, passant à 10 milliards de francs (2% du PIB) du fait de la crise financière. Il avait culminé à 74 milliards de francs (15% du PIB) en 2006, donc avant la crise financière. Cette évolution est due aux fortes fluctuations des revenus de capitaux. Après avoir enregistré en 2008 leur premier solde passif (28 milliards de francs) depuis 1947, soit depuis que la balance des transactions courantes est dressée, les revenus de capitaux ont de nouveau débouché, en 2009, sur un excédent de recettes (32 milliards). Ce passage d'un solde passif à un solde

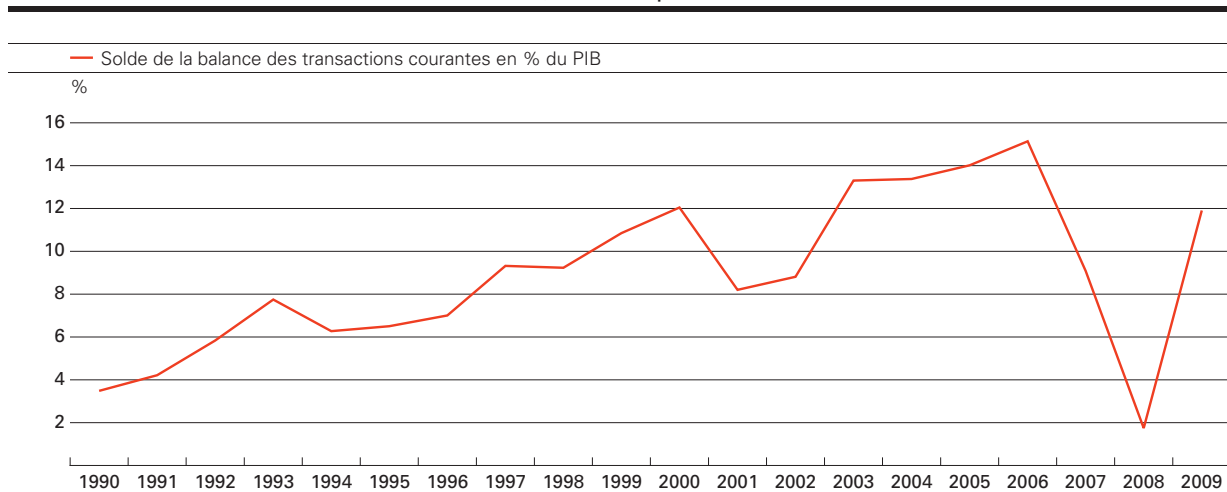
actif s'explique par le redressement des recettes que les banques tirent de leurs investissements directs; en 2009, les revenus des banques ont en effet beaucoup moins pâti des pertes subies par les filiales à l'étranger. Le fléchissement de la demande étrangère et la revalorisation du franc sur les marchés des changes ont entraîné un recul des exportations de biens et de services (-11%). Les importations de biens se sont elles aussi contractées (-15%), alors que les importations de services ont augmenté de 9%. L'excédent de recettes dans les échanges de biens et de services avec l'étranger a ainsi diminué de 6 milliards de francs pour s'établir à 59 milliards. Une fois encore, tant les revenus du travail que les transferts courants ont enregistré un solde passif d'environ 13 milliards de francs.

Graphique 1
Balance des transactions courantes, solde



Graphique 2

Solde de la balance des transactions courantes, en % du produit intérieur brut



Biens

Commerce extérieur (commerce spécial)

Le recul de la demande intérieure et étrangère a affecté profondément les échanges de biens (commerce spécial). Les recettes tirées des exportations ont baissé de 13%, et les dépenses pour les biens importés ont diminué de 14%. Etant donné que les dépenses ont fléchi dans une plus forte mesure que les recettes, le solde actif des échanges de biens a augmenté d'un milliard pour s'établir à 20 milliards de francs.

Le repli le plus important a été enregistré dans la métallurgie, puisque les exportations ont régressé de 31%. L'industrie des machines et de l'électronique a subi une baisse (-23%), imputable notamment au recul des ventes de machines industrielles. De plus, les exportations d'instruments de précision, de montres et de bijoux ont diminué de 15%; cette évolution est due en particulier au fléchissement des livraisons de montres à l'étranger. La chimie – principale branche exportatrice – a affiché des recettes aussi élevées que l'année précédente, ses exportations étant soutenues essentiellement par la vente de principes actifs pharmaceutiques. Les livraisons à l'étranger d'agents énergétiques ont diminué de 19% à la suite de baisses de prix.

Les exportations à destination de l'UE ont reculé de 15%. Celles vers l'Allemagne, principal partenaire commercial de la Suisse, ont fléchi de 16% par rapport à l'année précédente, et les livraisons à l'Italie et à la France ont régressé de respectivement 15% et 14%.

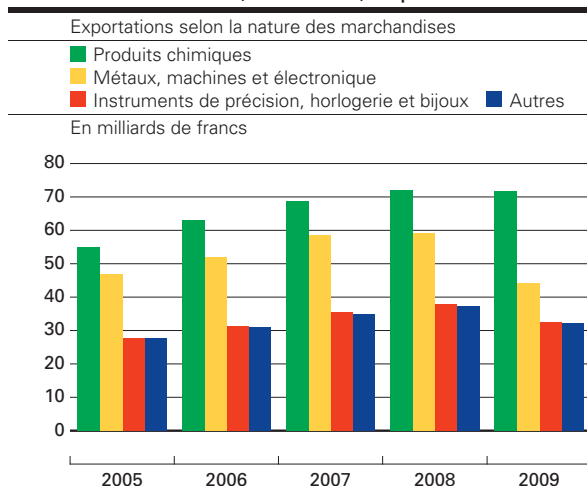
Les exportations de biens suisses aux Etats-Unis ont pour leur part diminué de 9%. Quant aux exportations vers les pays en transformation, elles ont baissé de 15%, de même que celles destinées aux économies émergentes; les ventes aux pays en développement ont marqué un repli de 6%.

Du côté des importations, les dépenses ont été inférieures à celles enregistrées l'année dernière dans tous les groupes qui ressortent de la répartition selon l'utilisation. Les achats de matières premières et produits semi-finis ont diminué de 23%. Cette évolution est due pour un tiers environ à une baisse des prix. S'agissant des biens d'équipement, les importations ont reculé de 16%. Ce repli a touché presque tous les sous-groupes dans la même mesure. Quant aux biens de consommation, les importations ont fléchi de 3%. Le recul le plus important, soit 31%, a été constaté dans le domaine des agents énergétiques; il était imputable à une baisse des prix.

Les importations de biens provenant de l'UE ont marqué un net repli (-15%), l'Allemagne ayant enregistré un fléchissement de 17% de ses ventes à la Suisse. Les importations de biens en provenance des Etats-Unis ont reculé de 15%. Les livraisons des économies émergentes et des pays en développement ont également baissé fortement (-16% et -13%). Seules les importations de biens provenant des pays en transformation ont augmenté (+5%), du fait surtout des livraisons de la Chine (+3%).

Graphique 3

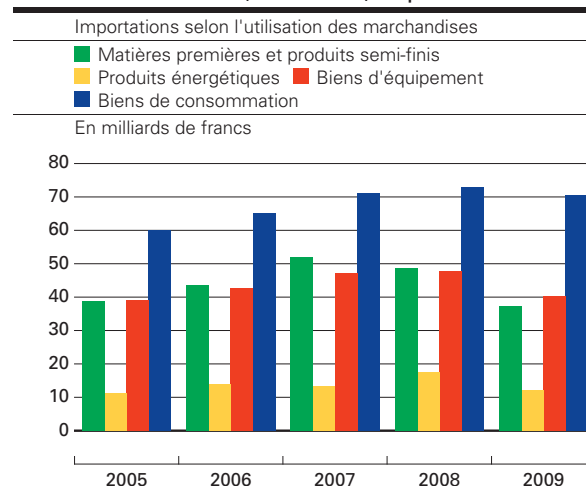
Commerce extérieur, en valeur, exportations



Source: AFD.

Graphique 4

Commerce extérieur, en valeur, importations



Source: AFD.

Autres biens

Le commerce de métaux précieux et de pierres gemmes joue un rôle déterminant dans l'évolution des *Autres biens*. Cette composante des échanges de marchandises peut subir de fortes fluctuations qui portent sur les quantités comme sur les prix. En 2009, le commerce des diamants industriels a été prépondérant. Dans l'ensemble, les recettes découlant des exportations ont diminué de 26%, et les dépenses dues aux importations, de 23%. L'excédent de dépenses s'est maintenu au niveau observé un an auparavant, soit à 4 milliards de francs.

Commerce extérieur (commerce spécial) en 2009: répartition géographique

Tableau 2

	Exportations en milliards de francs	Importations en milliards de francs	Exportations Variation en % par rapport à l'année précédente	Importations Variation en % par rapport à l'année précédente
UE	109.1	128.6	-14.5	-15.3
dont				
Allemagne	35.3	53.8	-15.6	-16.9
France	15.2	15.3	-14.1	-15.4
Italie	15.5	17.9	-15.2	-16.1
Etats-Unis	17.7	8.0	-9.3	-15.0
Pays en transformation	9.2	7.1	-15.0	5.4
dont				
Chine	5.4	5.1	-2.3	3.2
Economies émergentes	16.8	5.5	-15.2	-16.3
Pays en développement	16.6	6.7	-5.8	-12.7
Autres	11.9	4.2	-0.6	-11.1
Total	180.5	160.2	-12.5	-14.3

Source: AFD.

Services

Tourisme

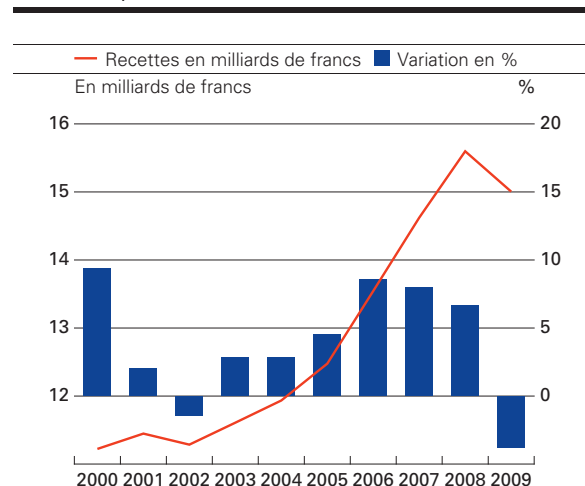
La récession mondiale et la revalorisation du franc ont eu des effets négatifs sur le nombre de nuitées d'hôtes étrangers en Suisse; ce nombre a marqué un net repli en 2009. Les touristes du Royaume-Uni et des Etats-Unis notamment sont venus moins nombreux que l'année précédente. Les hôtes étrangers ont réduit leurs dépenses de 5% pour les séjours de vacances et d'affaires en Suisse. Dans le trafic journalier et de transit, les montants dépensés en Suisse par les voyageurs étrangers étaient inférieurs (-2%) à ceux de l'année précédente. Au total, les recettes découlant du tourisme ont reculé de 4% pour s'établir à 15 milliards de francs.

Les dépenses des résidents pour leurs vacances et voyages d'affaires à l'étranger se sont également repliées (-4%). Dans le trafic journalier par contre, les dépenses se sont accrues de 5% en comparaison annuelle. La faiblesse de l'euro a sans doute contribué à cette évolution. Les dépenses liées au tourisme ont dans l'ensemble fléchi de 2%, passant à 12 milliards de francs.

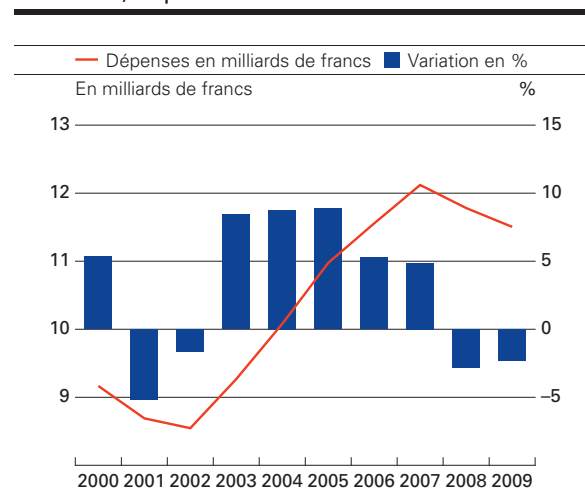
Assurances

Les compagnies d'assurances servent des prestations (services) en échange du paiement de primes. Une partie des recettes tirées de ces primes est donc comptabilisée dans les *Services*. Les autres recettes découlant des primes, de même que les prestations versées à la suite de sinistres et les provisions, sont prises en compte dans les *Transferts courants*. La réassurance joue un rôle prépondérant dans les activités internationales des compagnies d'assurances. En 2009, les primes encaissées étaient inférieures à celles enregistrées l'année précédente. En conséquence, les recettes tirées des exportations de prestations d'assurances ont diminué de 7% pour s'inscrire à 6 milliards de francs. Par contre, les versements de primes à l'étranger se sont accrus, d'où une augmentation des dépenses liées aux importations de prestations d'assurances (+25%).

Graphique 5
Tourisme, recettes



Graphique 6
Tourisme, dépenses



Commerce de transit

Dans le commerce de transit (*merchanding*), les recettes de la Suisse ont baissé de 17% pour s'établir à 12 milliards de francs. Près des trois quarts des biens échangés concernaient des agents énergétiques dont les prix étaient inférieurs, en moyenne annuelle, d'un tiers environ à ceux de l'année précédente.

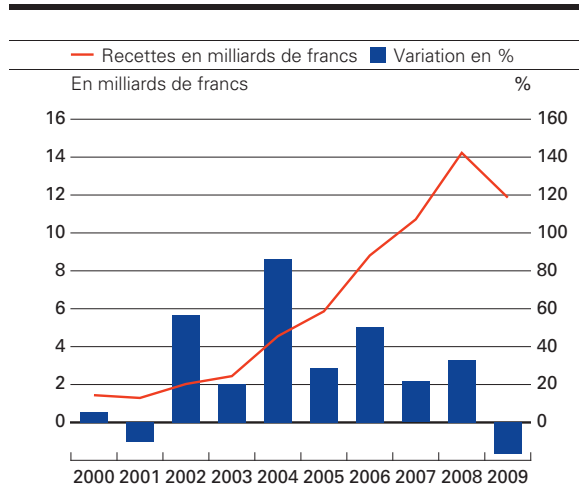
Transports

Les recettes issues des transports se sont établies à 6 milliards de francs, soit à un niveau inférieur de 15% à celui de 2008. Le recul a découlé en premier lieu de la diminution des recettes tirées des transports de personnes (-19%), recettes provenant principalement du trafic aérien. Les recettes générées par les transports de marchandises ont également fléchi d'une année à l'autre (-12%), de même que celles provenant des *Autres services en matière de transports* (-12%); ces services sont eux aussi liés au trafic aérien (maintenance, services d'enregistrement, taxes d'atterrissage).

Les dépenses pour les transports ont baissé de 14%, passant à 4 milliards de francs. Cette évolution s'explique essentiellement par le repli des dépenses pour le transport de personnes par voie aérienne. En ce qui concerne les *Autres services en matière de transports*, les dépenses ont reculé de 5%. Les dépenses dues aux transports de marchandises ne sont pas comptabilisées sous ce poste, car elles sont prises en compte dans les importations de biens.

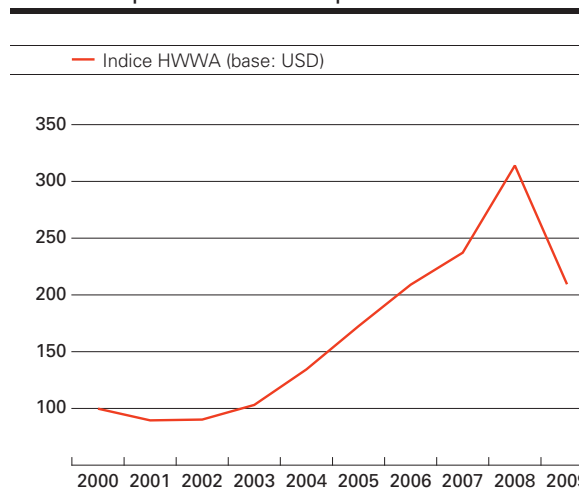
Graphique 7

Commerce de transit, recettes



Graphique 8

Indice des prix des matières premières



Source: Hamburgisches Weltwirtschaftsinstitut.

Services financiers des banques

Les services financiers des banques englobent les opérations de commissions et les services financiers qui sont fournis contre une rémunération indirecte, comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM). Dans l'évolution des services financiers des banques, les opérations de commissions jouent un rôle déterminant. Il s'agit principalement des courtages sur les opérations boursières et des rémunérations que les banques tirent de la gestion de fortune et des émissions de titres.

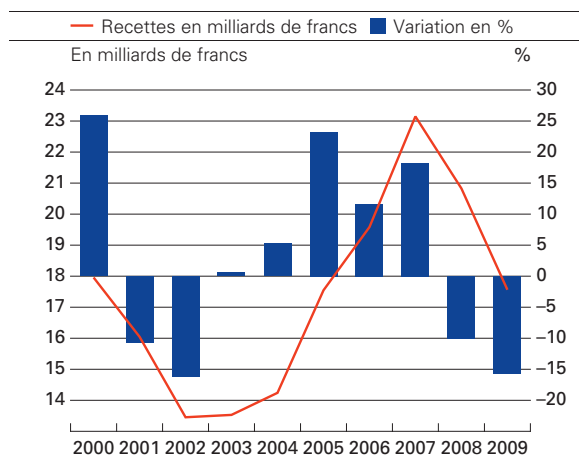
Les recettes issues des opérations de commissions ont baissé de 22% par rapport à 2008. Un recul des revenus a été observé notamment dans la gestion de fortune. Cette évolution s'explique par le fléchissement des cours des actions au premier semestre 2009, entraînant une dépréciation des patrimoines gérés, et par la diminution du volume des transactions. De plus, les marges commerciales étaient probablement inférieures, en moyenne, à celles enregistrées en 2008. Les SIFIM, en revanche, ont marqué une progression de 11% grâce à l'augmentation des dépôts de la clientèle étrangère. Au total, les recettes tirées des services financiers des banques ont diminué de 16%, s'inscrivant à 18 milliards de francs.

Services à contenu technologique

Dans les échanges avec l'étranger de services à contenu technologique, les droits pour l'utilisation de licences et de brevets jouent un rôle de premier plan. Ils sont constitués pour une part importante de paiements au sein même de groupes. Tant les recettes que les dépenses au titre de ces droits ont connu une augmentation considérable, due en partie à l'élargissement du cercle des entreprises appelées à fournir des données statistiques. Au total, les recettes provenant des exportations de services à contenu technologique ont porté sur 18 milliards de francs, soit un montant dépassant de 28% celui de 2008. Les dépenses pour les importations de tels services ont quant à elles augmenté de 36%, passant à 17 milliards de francs.

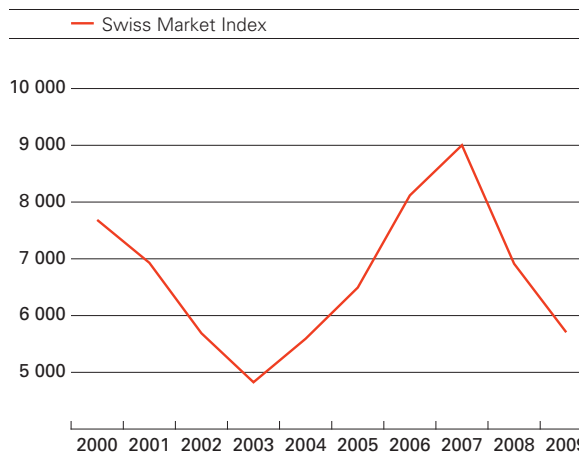
Graphique 9

Services financiers des banques, recettes



Graphique 10

Swiss Market Index



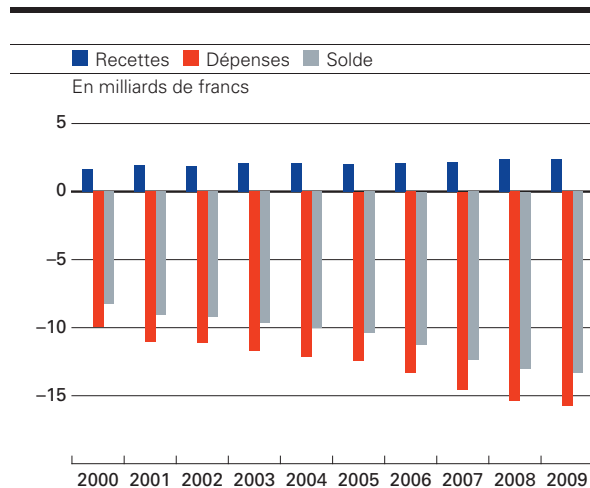
Source: SIX Swiss Exchange.

Revenus du travail

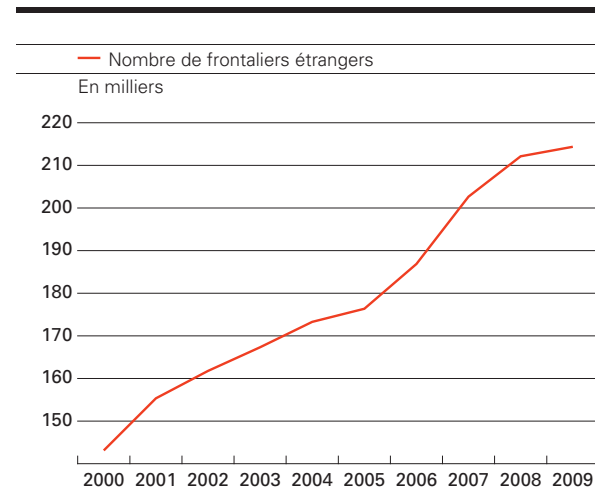
Dans les revenus du travail provenant de l'étranger, les recettes portent principalement sur les salaires versés aux personnes ayant leur domicile en Suisse et travaillant pour des organisations internationales dans le pays. Ces dernières sont considérées comme des entités extraterritoriales et, par conséquent, comme non-résidentes. Les recettes de la Suisse sont restées à leur niveau de l'année précédente, soit à 2 milliards de francs.

Dans les dépenses au titre des revenus du travail, les salaires versés aux frontaliers étrangers jouent un rôle déterminant. Malgré le repli de la conjoncture, le nombre de frontaliers s'est encore accru quelque peu; de ce fait, les montants versés à l'étranger sous forme de salaires ont progressé de 2% pour atteindre 16 milliards de francs. Dans les revenus du travail, l'excédent de dépenses a stagné à 13 milliards de francs.

Graphique 11
Revenus du travail



Graphique 12
Frontaliers



Source: OFS.

Revenus de capitaux

Revenus tirés des investissements de portefeuille

Les recettes tirées des portefeuilles de titres à l'étranger ont diminué de 7 milliards, passant à 29 milliards de francs. Cette évolution est due, pour deux tiers, au repli des revenus découlant des titres de participation et, pour un tiers, à la baisse des revenus issus des titres de créance. A la suite principalement de la diminution des dividendes versés, les dépenses pour les portefeuilles de titres en Suisse ont fléchi de 6 milliards pour s'établir à 16 milliards de francs. Les revenus nets ont baissé d'un milliard par rapport à l'année précédente et se sont inscrits à 13 milliards de francs.

Dans l'interprétation de ces données, il convient de tenir compte du fait que les placements des résidents en titres d'émetteurs étrangers sont plus élevés que ceux des non-résidents en titres d'émetteurs suisses. Par conséquent, les recettes tirées des investissements à l'étranger dépassent en général les dépenses liées aux investissements en Suisse. En outre, la composition des recettes et des dépenses reflète la structure des investissements, qui varie selon les investisseurs. Ainsi, les investisseurs suisses détiennent environ 40% de titres de participation et 60% de titres de créance d'émetteurs étrangers, ces titres de créance générant la majeure partie des recettes. De leur côté, les investisseurs étrangers détiennent principalement des actions, de sorte que celles-ci engendrent la part la plus importante des dépenses liées aux investissements en Suisse.

Revenus tirés des investissements de portefeuille

En milliards de francs

Tableau 3

	2008	2009
Recettes, total	35.6	28.9
Titres de créance	20.6	18.2
Titres de participation	15.0	10.7
Actions	6.1	5.1
Placements collectifs	8.9	5.6
Dépenses, total	21.4	15.9
Titres de créance	2.5	1.5
Titres de participation	18.9	14.4
Actions	15.6	12.6
Placements collectifs	3.3	1.8
Solde, total	14.1	13.0

Revenus tirés des investissements directs

L'amélioration de la situation bénéficiaire des filiales à l'étranger des banques a déterminé l'évolution des revenus tirés des investissements directs à l'étranger (recettes); l'année précédente, les pertes subies par ces filiales avaient fortement pesé sur les recettes. En 2009, ces dernières ont augmenté de 44 milliards, au total, pour s'établir à 52 milliards de francs.

De leur côté, les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses) ont diminué de 17 milliards, passant à 32 milliards de francs. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des revenus des sociétés financières et holdings en mains étrangères. Quant aux revenus enregistrés dans les autres branches, ils se sont maintenus à leur niveau de l'année précédente.

Dans les revenus au titre des investissements directs, les recettes ont été supérieures aux dépenses en 2009, le solde actif s'établissant à 20 milliards de francs. En 2008, un solde passif de 41 milliards de francs avait été enregistré.

Revenus tirés des autres placements

Les opérations d'intérêts des banques jouent un rôle déterminant dans l'évolution des revenus tirés des autres placements. Elles ont été caractérisées par des taux d'intérêt et des fonds inférieurs à ceux observés l'année précédente. Aussi les recettes en découlant ont-elles fléchi de trois quarts, c'est-à-dire de 30 milliards, pour s'établir à 17 milliards de francs, et les dépenses, de trois quarts également, soit le même montant, pour s'inscrire à 19 milliards de francs. Les revenus tirés des autres placements se sont ainsi soldés par un excédent de dépenses de 2 milliards de francs, contre 1 milliard en 2008.

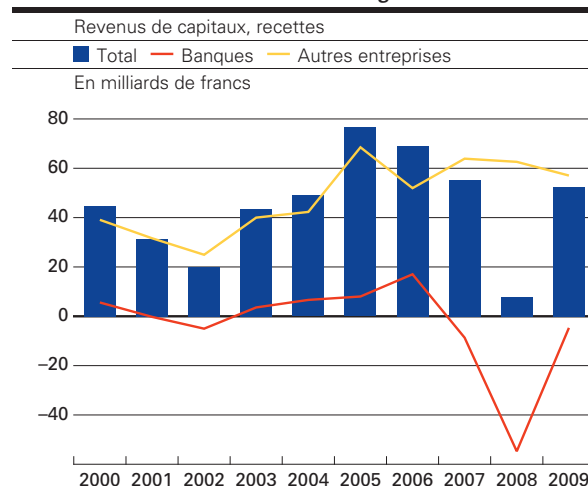
Revenus tirés des investissements directs

En milliards de francs

	2008	2009
Recettes, total	7.9	52.4
Bénéfices transférés	33.7	23.3
Bénéfices réinvestis	-25.9	29.0
Dépenses, total	49.3	32.0
Bénéfices transférés	47.1	14.3
Bénéfices réinvestis	2.2	17.7
Solde, total	-41.5	20.4

Graphique 13

Investissements directs à l'étranger



Graphique 14

Investissements directs en Suisse

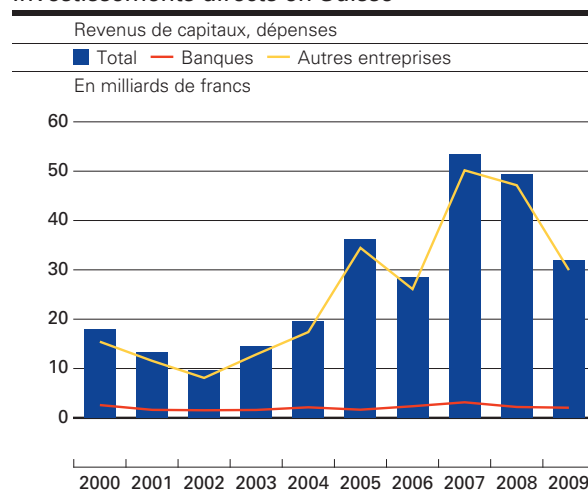


Tableau 4

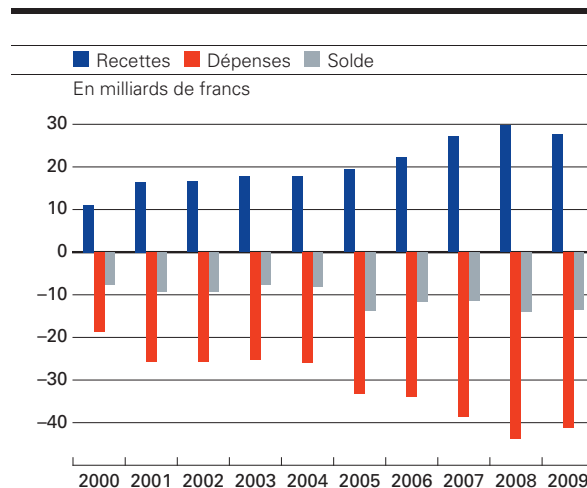
Transferts courants

L'évolution des transferts courants est déterminée, tant du côté des recettes que de celui des dépenses, par les compagnies d'assurances (transferts du secteur privé). Les transferts de l'étranger vers la Suisse ont fléchi de 2 milliards pour s'établir à 28 milliards de francs. Ce repli est dû principalement à la diminution des primes encaissées par les assureurs privés. Concernant les transferts du secteur public, la hausse des cotisations versées aux assurances sociales a généré une légère augmentation des recettes provenant de l'étranger.

Les transferts courants de la Suisse vers l'étranger se sont inscrits à 41 milliards de francs, ce qui correspond à une baisse de 3 milliards. Ceux du secteur privé ont découlé en majeure partie des prestations que les compagnies d'assurances ont versées à la suite de sinistres. Comme le nombre de sinistres a été relativement faible en 2009, les prestations versées se sont repliées en conséquence. Du côté des transferts du secteur public, le paiement des rentes par les assurances sociales a joué un rôle prépondérant dans l'accroissement des dépenses. Au total, l'excédent de dépenses au titre des transferts courants a diminué d'un milliard, passant à 13 milliards de francs.

Graphique 15

Transferts courants



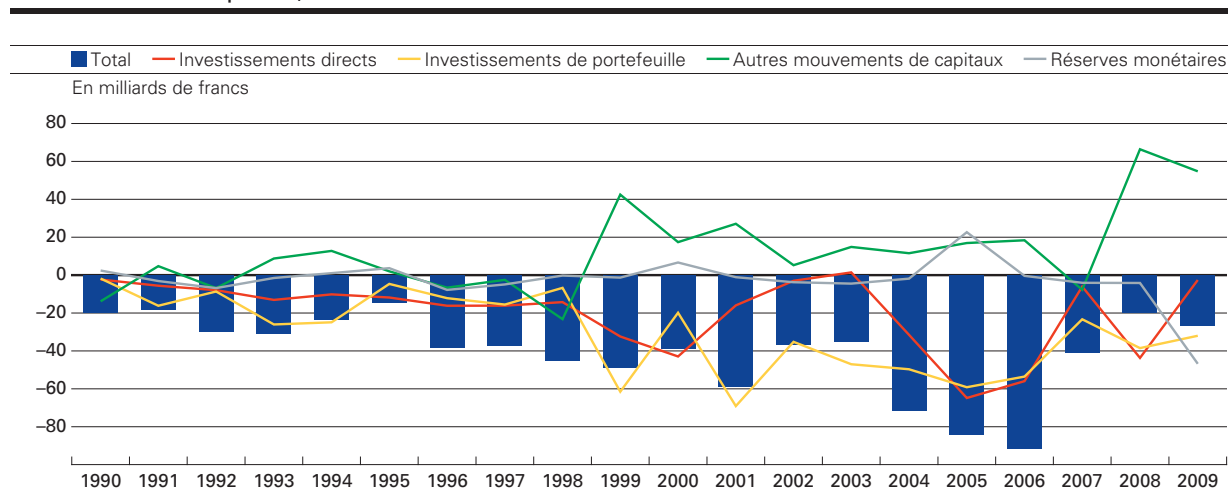
Mouvements de capitaux

Les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation nette de fonds à hauteur de 27 milliards de francs, contre 20 milliards en 2008. Le volume des transactions a marqué un sensible repli d'une année à l'autre. Une évolution inverse a toutefois été observée du côté de la Banque nationale: dans le cadre des achats de devises, elle a exporté des fonds substantiels et, partant, accru ses réserves monétaires – mesurées aux transactions effectuées – de 47 milliards de francs (2008: 4 milliards). Simultanément, la Banque nationale a réduit les swaps et les pensions de titres conclus avec des instituts d'émission et des banques commerciales à

l'étranger, engendrant ainsi une importation nette de capitaux à hauteur de 18 milliards de francs (2008: exportation nette de 35 milliards). Dans leurs mouvements de capitaux (crédits et dépôts), les banques ont importé des fonds pour un montant net de 43 milliards de francs, contre 63 milliards l'année précédente. Les exportations nettes de capitaux au titre des investissements directs ont passé de 44 milliards en 2008 à 3 milliards de francs en 2009, du fait notamment que l'industrie suisse a diminué ses acquisitions d'entreprises à l'étranger. Dans les investissements de portefeuille également, les exportations nettes de capitaux ont baissé, passant de 39 milliards à 32 milliards de francs.

Graphique 16

Mouvements de capitaux, solde



Investissements directs

Investissements directs à l'étranger

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger sont passées de 56 milliards de francs à 29 milliards. Le recul a été particulièrement marqué pour les acquisitions transfrontières de l'industrie, qui se sont inscrites à 1 milliard de francs, contre 23 milliards l'année précédente. Tous les groupes de branches de l'industrie ont contribué à ce fléchissement. Au total, les entreprises de l'industrie ont exporté des capitaux à hauteur de 13 milliards de francs (2008: 37 milliards), qu'elles ont investis en majorité dans des filiales à l'étranger.

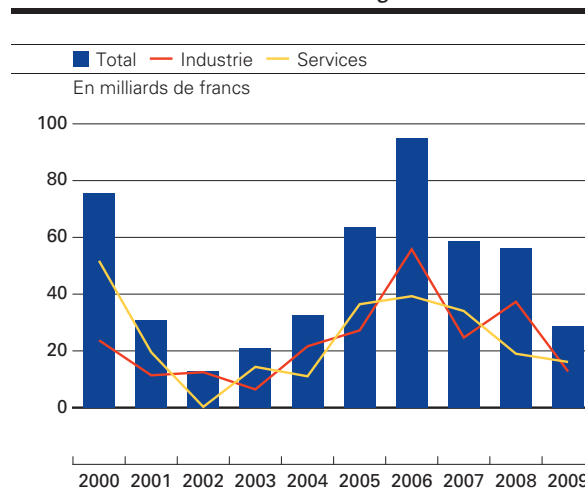
Les investissements directs du secteur des services ont porté sur 16 milliards de francs, contre 19 milliards l'année précédente; ils ont cependant fortement varié d'une branche à l'autre. Les sociétés financières et holdings ont vendu des filiales à l'étranger pour un total de 10 milliards de francs, alors qu'elles y avaient placé 19 milliards l'année précédente. Par contre, les investissements à l'étranger des entreprises du commerce et des banques ont nettement augmenté. Les compagnies d'assurances ont quant à elles exporté des capitaux à hauteur de 6 milliards de francs, tandis qu'elles avaient vendu des participations à l'étranger pour 8 milliards en 2008.

L'UE a recueilli la part la plus grande des investissements directs suisses à l'étranger (14 milliards de francs, contre 15 milliards en 2008). Le Royaume-Uni arrive en tête. Les entreprises suisses y ont en effet investi 7 milliards, alors qu'elles en avaient retiré 12 milliards de francs en 2008. Viennent ensuite les Pays-Bas avec 7 milliards, soit 2 milliards de plus que l'année précédente. L'Allemagne n'a recueilli que 2 milliards, ce qui représente le montant le plus bas depuis 2004. Les entreprises suisses ont par contre rapatrié 5 milliards de francs du Luxembourg. Elles ont également retiré 2 milliards de francs du reste de l'Europe; en 2008, elles y avaient investi 11 milliards, principalement en vue de l'assainissement de banques et de compagnies d'assurances dans les centres financiers offshore d'Europe.

En dehors de l'Europe, les principales destinations des investissements directs suisses à l'étranger étaient l'Asie (7 milliards de francs) et l'Amérique centrale et du Sud (6 milliards). En Asie, les investissements se sont concentrés sur les centres financiers de Singapour (2 milliards) et de Hong Kong (1 milliard) ainsi que sur les grandes économies que sont l'Inde, la Chine et la Corée du Sud (1 milliard chacune). En Amérique centrale et du Sud, ils ont bénéficié principalement aux centres financiers offshore (5 milliards de francs). Les investissements directs aux Etats-Unis, qui apparaissent en général en tête de classement, ont enregistré un fort recul, passant de 38 milliards de francs en 2008 à 4 milliards en 2009. Le niveau élevé de 2008 découlait, d'une part, d'assainissements et, d'autre part, d'acquisitions. Les entreprises suisses ont investi 2 milliards de francs en Afrique, mais rapatrié 3 milliards d'Océanie.

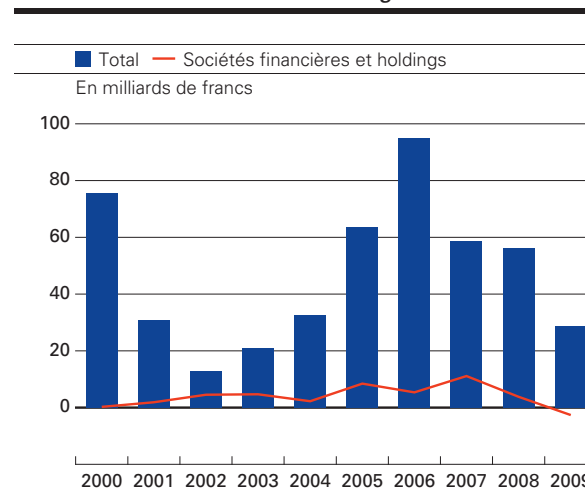
Graphique 17

Investissements directs à l'étranger



Graphique 18

Investissements directs à l'étranger



Investissements directs en Suisse

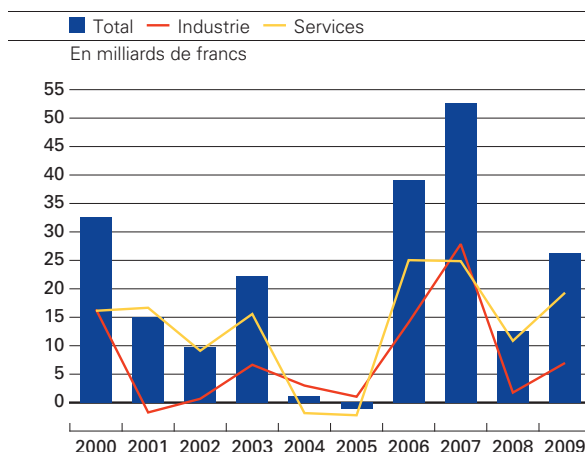
Les importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté, passant de 13 milliards en 2008 à 26 milliards de francs l'année suivante. Cette croissance a découlé principalement des bénéfices réinvestis, qui se sont inscrits à 18 milliards de francs, contre 2 milliards l'année précédente. De plus, les acquisitions ont sensiblement progressé, les dépenses des investisseurs étrangers pour des achats d'entreprises et des augmentations de capital ayant plus que doublé (9 milliards de francs en 2009, contre 4 milliards en 2008). Les crédits au sein de groupes se sont soldés par un reflux de fonds de 1 milliard de francs, contre un afflux de 6 milliards en 2008.

Plus de la moitié des investissements directs étrangers, soit 14 milliards de francs (2008: 12 milliards), ont bénéficié aux sociétés financières et holdings; ces investissements ont surtout revêtu la forme de bénéfices réinvestis. Les investisseurs étrangers ont placé 3 milliards de francs dans chacun des groupes de branches Chimie et plastique (2008: 0 milliard) et Commerce (2008: désinvestissement de 6 milliards); l'augmentation s'explique principalement par des acquisitions dans le premier de ces groupes de branches, et par des bénéfices réinvestis dans le second.

Les restructurations au sein de multinationales ont été déterminantes pour la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse. Des investissements en provenance du Luxembourg et des Pays-Bas ont été enregistrés, alors que des fonds ont été rapatriés par les Etats-Unis. Au total, 46 milliards de francs ont afflué de l'UE et 22 milliards ont reflué vers les Etats-Unis.

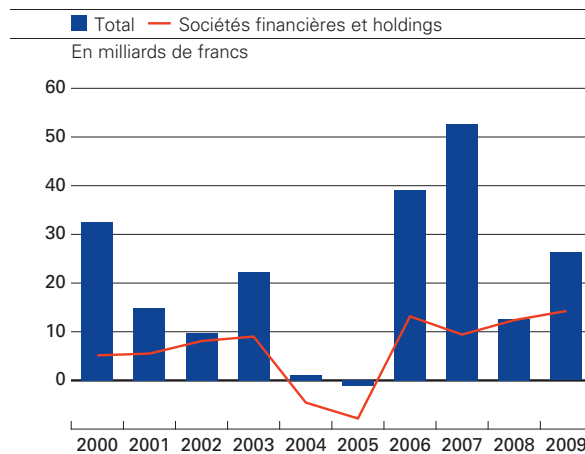
Graphique 19

Investissements directs en Suisse



Graphique 20

Investissements directs en Suisse



Investissements directs

En milliards de francs

Tableau 5

	2008	2009
Investissements directs suisses à l'étranger	56.3	28.8
Capital social	57.9	1.9
Bénéfices réinvestis	-25.9	29.0
Crédits	24.3	-2.0
Investissements directs étrangers en Suisse	12.6	26.3
Capital social	4.4	9.2
Bénéfices réinvestis	2.2	17.7
Crédits	6.0	-0.7

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger

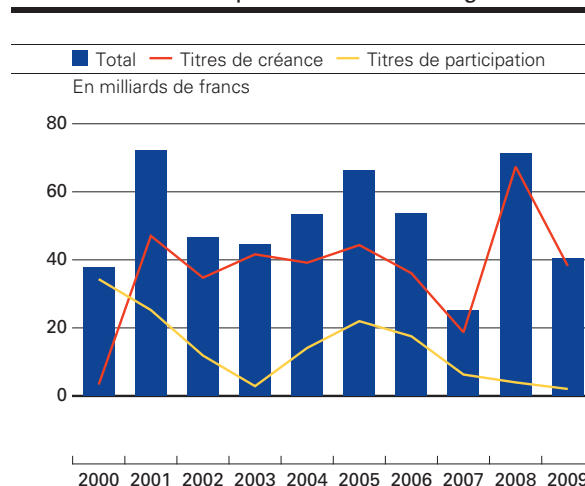
Les investisseurs suisses ont acquis des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 40 milliards de francs (2008: 71 milliards), dont la majeure partie, soit 38 milliards, était des titres de créance. Ils ont acheté des obligations à hauteur de 45 milliards, principalement libellées en francs, mais vendu des papiers monétaires pour 7 milliards de francs. Les placements en titres de participation ont porté sur un montant net de 2 milliards de francs, les investisseurs suisses ayant acquis des actions pour 9 milliards et cédé des parts de placements collectifs pour 7 milliards.

Investissements de portefeuille en Suisse

Les investisseurs étrangers ont acheté des titres d'émetteurs suisses pour un montant net de 8 milliards de francs. En 2008, le recueil de fonds de la part des grandes banques suisses avait entraîné un afflux de capitaux à hauteur de 33 milliards. Les investisseurs étrangers ont acheté des actions suisses à raison de 9 milliards de francs et des parts de placements collectifs pour 2 milliards. Mais ils ont vendu des papiers monétaires pour environ 2 milliards et n'ont acquis que relativement peu d'obligations. Leur comportement reflète en partie l'évolution du marché suisse des capitaux. Les émissions nettes d'actions suisses se sont montées à 6 milliards de francs. Le volume des nouvelles obligations a été très faible.

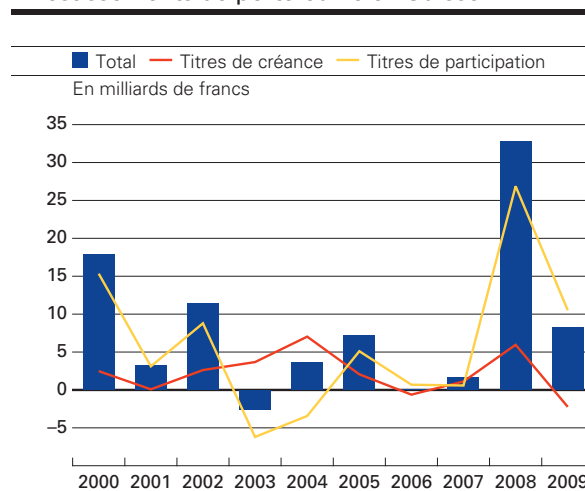
Graphique 21

Investissements de portefeuille à l'étranger



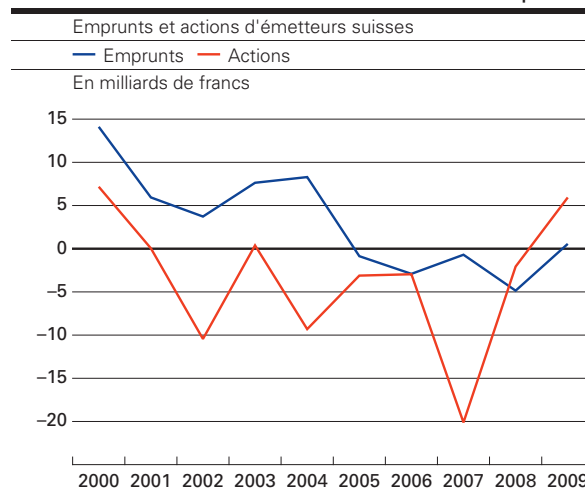
Graphique 22

Investissements de portefeuille en Suisse



Graphique 23

Emissions nettes sur le marché suisse des capitaux



Source pour les actions: Banque Vontobel SA.

Produits dérivés et structurés

Ce poste recense les achats et les ventes de produits dérivés et structurés et les paiements nets effectués et reçus en rapport avec ces produits. Les produits dérivés sont des contrats portant sur des opérations à terme, dont la valeur varie en fonction d'une ou de plusieurs variables (sous-jacents). Les produits structurés sont des créances combinant deux instruments financiers ou plus: placements de base (actions, obligations, etc.) et dérivés. Les certificats qui ne font que reproduire l'évolution du cours d'un sous-jacent entrent également dans les produits structurés.

Ce poste s'est soldé par une importation de capitaux de 3 milliards de francs, contre 7 milliards en 2008.

Du côté des produits structurés, les investisseurs suisses ont vendu des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 1 milliard de francs (2008: achat net de 8 milliards). Les investisseurs étrangers ont par contre acquis des titres d'émetteurs suisses pour un montant net de 3 milliards de francs (2008: vente nette de 5 milliards). Au total, une entrée de capitaux de 4 milliards de francs a été enregistrée pour les produits structurés. Les flux de fonds ont fortement diminué par rapport à l'année précédente dans les opérations sur produits dérivés. Ils se sont soldés par une exportation nette de capitaux de 2 milliards de francs (2008: importation de 4 milliards).

Produits dérivés et structurés¹

En milliards de francs

Tableau 6

	2008	2009
Produits dérivés		
Paiements nets à l'étranger	-58.8	-20.2
Paiements nets de l'étranger	62.8	18.6
Solde	4.0	-1.6
Produits structurés		
Investissements suisses dans des titres d'émetteurs étrangers	8.5	0.7
Investissements étrangers dans des titres d'émetteurs suisses	-5.1	3.5
Solde	3.3	4.2
Produits dérivés et structurés, solde	7.4	2.6

¹ Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.

Autres mouvements de capitaux

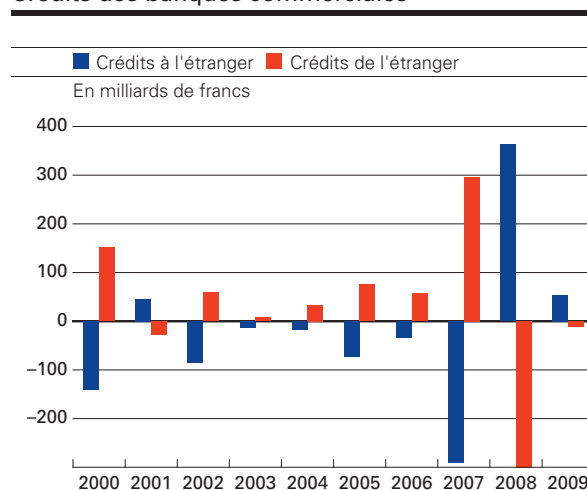
Crédits des banques commerciales

Les banques commerciales ont encore réduit leurs positions dans les opérations interbancaires transfrontières, mais pas autant que l'année précédente. Du fait de la crise financière, le volume de leurs créances et de leurs engagements avait en effet diminué d'autant plus fortement en 2008 qu'il s'était encore considérablement accru en 2007. Au total, les opérations interbancaires se sont soldées en 2009 par une exportation de capitaux de 87 milliards de francs (2008: 10 milliards).

Dans leurs opérations avec la clientèle à l'étranger (crédits et dépôts), les banques ont par contre importé des capitaux pour un montant net de 131 milliards de francs, contre 72 milliards en 2008. En particulier, la clientèle à l'étranger a accru de 109 milliards de francs ses dépôts dans des banques en Suisse, probablement en réduisant une partie de ses fonds fiduciaires placés à l'étranger. Ainsi, une importation de capitaux de 43 milliards de francs (2008: 63 milliards) a résulté des mouvements de capitaux des banques (crédits et dépôts).

Graphique 24

Crédits des banques commerciales



Crédits des banques commerciales¹

En milliards de francs

Tableau 7

	2008	2009
Crédits à l'étranger	362.8	53.8
à des banques à l'étranger	336.6	32.1
à la clientèle à l'étranger	26.1	21.7
Crédits de l'étranger	-299.9	-10.6
de banques à l'étranger	-346.1	-119.4
de la clientèle à l'étranger	46.2	108.8
Solde des opérations des banques avec l'étranger	62.8	43.2
avec les banques	-9.5	-87.3
avec la clientèle	72.3	130.5

¹ Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.

Crédits des entreprises

Ce poste regroupe divers éléments. Les flux financiers des entreprises, hors investissements directs et investissements de portefeuille, y sont recensés. Une partie de ces flux découle des capitaux que les entreprises suisses placent dans des banques à l'étranger ou recueillent auprès de telles banques. Les opérations effectuées au sein de groupes par les sociétés financières (crédits, hors investissements directs) revêtent elles aussi une grande importance. Ce poste comprend également les créances et engagements des compagnies d'assurances qui sont liés aux opérations transfrontières.

Au total, les entreprises ont exporté des capitaux pour 5 milliards de francs en 2009, contre 12 milliards l'année précédente. Les compagnies d'assurances ont joué un rôle déterminant dans cette évolution. Leurs exportations nettes de capitaux ont en effet fléchi, passant de 12 milliards en 2008 à 2 milliards de francs l'année suivante. En 2008, les compagnies d'assurances avaient très fortement réduit leurs engagements envers l'étranger.

Crédits de la Banque nationale

Etant donné la détente intervenue sur les marchés monétaires, la Banque nationale a diminué le volume de ses swaps et de ses pensions de titres avec des instituts d'émission et des banques commerciales à l'étranger. Il en a découlé une importation de capitaux de 18 milliards de francs. En 2008, la Banque nationale avait fortement accru ses swaps et ses pensions de titres afin d'approvisionner les marchés en liquidités; elle avait ainsi exporté des capitaux pour un montant net de 35 milliards de francs.

Autres investissements

Ce poste regroupe divers investissements qui ne peuvent être clairement attribués à une catégorie déterminée de mouvements de capitaux. En 2009, les échanges de métaux précieux avec l'étranger ont débouché sur une exportation nette de capitaux. Une nouvelle diminution des fonds fiduciaires placés à l'étranger par des investisseurs suisses a engendré un afflux de capitaux. Au total, ce poste s'est soldé par une exportation nette de capitaux de 4 milliards de francs, contre une importation nette de 38 milliards en 2008.

Réserves monétaires

La Banque nationale ayant opéré des achats substantiels de devises, ses réserves monétaires – mesurées aux transactions effectuées – ont augmenté de 47 milliards de francs en 2009, contre 4 milliards l'année précédente. Deux tiers de ce montant portaient sur des titres libellés en euros, et le reste sur des titres libellés en dollars des Etats-Unis.

Réserves monétaires¹

En milliards de francs

Tableau 8

	2008	2009
Total	-4.1	-46.8
Or	-	-
Réserves de devises	-3.5	-46.1
Position de réserve au FMI	-0.4	-0.5
Moyens de paiement internationaux	0.0	0.0
Autres réserves monétaires	-0.3	-0.1

¹ Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.

Erreurs et omissions nettes

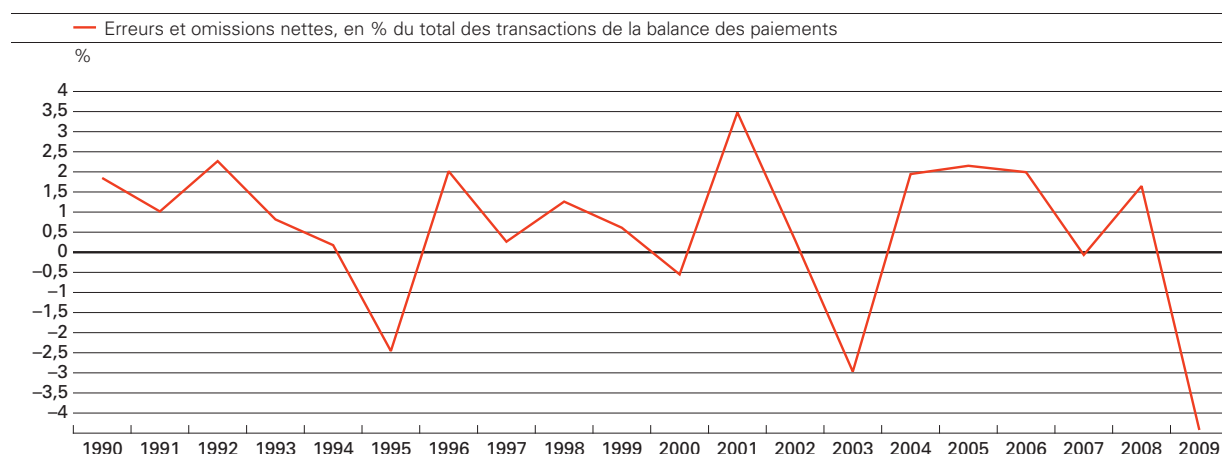
Les erreurs et omissions nettes ont porté sur -34 milliards de francs, ce qui représente environ 5% du total des transactions enregistrées dans la balance des paiements.

En théorie, la balance des paiements devrait être équilibrée, puisque qu'elle est dressée selon le système d'enregistrement en partie double: toutes les transactions sont comptabilisées une fois du côté des recettes (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et une fois du côté des dépenses (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger, exportations de capitaux). Dans la pratique cependant, on constate une différence entre le total des

recettes et le total des dépenses, différence qui est due à des lacunes et à des erreurs dans les relevés statistiques. Si, par exemple, l'acquisition d'une entreprise à l'étranger est portée dans les investissements directs, mais que le flux financier correspondant n'est pas enregistré, le montant manquant apparaît dans les erreurs et omissions nettes. Une valeur négative de ce poste résiduel indique soit que les recettes de la balance des transactions courantes ou les importations de capitaux ont été surestimées, soit que les dépenses de la balance des transactions courantes ou les exportations de capitaux ont été sous-estimées. Le montant élevé des erreurs et omissions nettes en 2009 s'explique probablement en majeure partie par des exportations de capitaux qui n'ont pas été recensées.

Graphique 25

Erreurs et omissions nettes, en % du total des transactions de la balance des paiements



Commentaires

Modifications par rapport à 2008

—

Balance des transactions courantes

Commerce spécial

Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD), sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial. Il en va de même, depuis 2002, de l'énergie électrique, du perfectionnement à façon et des marchandises en retour.

Autres biens

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, marchandises pour/de réparation, achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de biens, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.

Tourisme

Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, chiffres d'affaires des boutiques hors taxes, consommation des frontaliers étrangers et des titulaires de permis de courte durée.

Services (hors tourisme)

Services d'assurance dans les opérations des «assurances sociales privées» et des autres assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce de transit (recettes nettes tirées des opérations internationales de négoce de marchandises, sans les exportations et importations qui entrent dans le commerce extérieur), transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers des banques (commissions et services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts: services d'intermédiation financière indirectement mesurés [SIFIM], services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), services fournis ou reçus par les administrations publiques (achats de biens et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par

les organisations internationales en Suisse, taxes perçues par les ambassades et les consulats), administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, recettes que l'Etat tire des droits de timbre.

Revenus du travail

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG, à l'assurance-chômage (AC), à la SUVA et aux caisses de pensions; salaires bruts versés à des personnes titulaires d'un permis de courte durée (< 4 mois), y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.

Revenus de capitaux

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés [SIFIM]), opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM, revenus des placements à titre fiduciaire, intérêts sur les avoirs et engagements des entreprises vis-à-vis de tiers, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération, revenus de capitaux que les compagnies d'assurances tirent de leurs réserves techniques ainsi que les autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.), variation des droits des ménages à l'étranger sur les provisions des caisses de pensions. Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

Transferts courants du secteur privé

Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts vers l'étranger effectués par les immigrés, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées et prestations versées à la suite de sinistres (abstraction faite des services d'assurance) par les assurances sociales privées et par les autres assurances privées.

Transferts courants du secteur public

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI et APG) par des émigrants et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est égale-

ment tenu compte des recettes provenant des taxes rou-
tières et de la retenue d'impôt UE. Prestations des assu-
rances sociales versées à l'étranger, contributions de la
Suisse à des organisations internationales et autres
transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de
domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de
l'étranger.

Sources pour la balance des transactions courantes

Les données proviennent d'enquêtes des autori-
tés fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie
d'estimations.

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la
Confédération, transferts privés en capital et achat et
vente d'actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs

Habituellement, il y a investissement direct quand
un investisseur participe pour au moins 10% au capital
(avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou
en Suisse, ou fonde une filiale ou une succursale. Sont
pris en considération les mouvements financiers portant
sur les fonds propres (libération de capital social; fonda-
tion et acquisition, liquidation et vente de filiales et de
participations; mise d'un capital d'exploitation ou de
dotation à la disposition de succursales), les revenus
réinvestis ainsi que les variations des crédits. Ces don-
nées proviennent des relevés trimestriels et annuels que
les entreprises remettent à la Banque nationale.

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger: place-
ments de résidents dans des titres de créance et titres
de participation émis par des non-résidents (papiers
monétaires, obligations, actions, bons de participation,
bons de jouissance, parts de placements collectifs), qui
n'entrent pas dans les investissements directs ni dans
les réserves monétaires. Sont pris en considération les
montants nets, c'est-à-dire les achats de titres de
créance et de titres de participation, moins les ventes et
les remboursements de placements. La statistique est
fondée sur les déclarations des banques concernant les
achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les
achats des banques et entreprises sont établis sur la
base des données fournies par ces sociétés sur leurs

actifs à l'étranger, et les achats de la Banque nationale,
sur la base des données dont elle dispose elle-même.
Investissements de portefeuille en Suisse: placements
de non-résidents dans des titres de créance et titres de
participation émis par des résidents (papiers monétaires,
obligations, bons de caisse, actions, bons de participa-
tion, bons de jouissance, parts de placements collectifs),
qui n'entrent pas dans les investissements directs. Sont
pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les
achats de titres de créance et de titres de participation,
moins les ventes et les remboursements de placements.
La statistique est fondée sur les déclarations des ban-
ques concernant les achats de papiers-valeurs par la clien-
tèle non résidente. Les données concernant les em-
prunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes
sont tirées des relevés sur les passifs envers l'étranger.

Produits dérivés et structurés

Les produits dérivés comprennent des opérations
à terme conditionnelles (options) et inconditionnelles
(opérations à terme sec, *futures*, *swaps*). Exportations
de capitaux: paiements à des contreparties à l'étranger
en relation avec des opérations sur produits dérivés.
Importations de capitaux: recettes perçues de contre-
parties à l'étranger en rapport avec des opérations sur
produits dérivés. Les données proviennent des relevés
que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Les produits structurés recouvrent des titres de
créance standardisés dans lesquels les propriétés de
deux ou plusieurs instruments financiers sont combi-
nées pour constituer un nouveau produit. Ils sont offerts
sur le marché sous différentes variantes. Une des clas-
sifications les plus fréquentes divise les produits struc-
turés en produits de participation (certificats), à rende-
ment maximal (certificats, *convertibles*) et à capital ga-
ranti (avec ou sans *cap*). Placements à l'étranger: place-
ments de résidents en produits structurés d'émetteurs
étrangers. Placements en Suisse: placements de non-
résidents en produits structurés d'émetteurs suisses.
Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire
les achats moins les ventes et les remboursements. Les
données sont tirées des relevés des banques sur les
achats nets de la clientèle suisse et étrangère.

Autres mouvements de capitaux: crédits des banques commerciales

Crédits à des débiteurs non-résidents: variation
des crédits accordés à court et long terme à des ban-
ques, y compris les créances en métaux précieux; varia-
tion des crédits octroyés à la clientèle, y compris les
créances hypothécaires et les créances en métaux pré-
cieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements
à court et long terme envers les banques, y compris les
engagements en métaux précieux; variation des engage-
ments à long terme envers la clientèle, y compris sous

forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, c'est-à-dire l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse sur les actifs à l'étranger et les passifs envers l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits des entreprises

Crédits à des débiteurs non-résidents: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations à l'étranger. Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Autres mouvements de capitaux: crédits des collectivités publiques

Crédits à court et long terme que les collectivités publiques (Confédération, cantons, communes, assurances sociales) ont octroyés à l'étranger. Engagements à court et long terme des collectivités publiques envers l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits de la Banque nationale

Variation des crédits d'aide monétaire, variation des créances et engagements résultant de pensions de titres conclues avec des autorités monétaires et des banques à l'étranger, variation des avoirs découlant de swaps passés avec des autorités monétaires et des banques à l'étranger et variation des autres créances et engagements vis-à-vis de l'étranger.

Autres investissements

Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des relevés des comptoirs en Suisse

des banques. Variation des créances et engagements des fonds de placement vis-à-vis de l'étranger: les données sont tirées des relevés des fonds de placement. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que ventes d'or de la BNS au secteur privé. Les importations de métaux précieux à des fins artisanales et industrielles comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction. Variation de la participation de la Banque nationale à la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Variation des participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice. Achats d'immeubles à l'étranger par des résidents. Flux de capitaux du secteur non bancaire vers des banques à l'étranger. Variation du stock de billets de banque suisses à l'étranger. Les autres investissements englobent aussi des éléments correctifs, notamment pour les opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

Réserves monétaires

Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992) et des moyens de paiement internationaux (DTS). Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a vendu, dans les limites de l'accord conclu entre banques centrales, 1300 tonnes d'or. Ces ventes d'or se sont achevées fin mars 2005. Dans le cadre du second accord sur l'or conclu en 2004 entre banques centrales, la Banque nationale a vendu, en 2007 et en 2008, 250 tonnes d'or supplémentaires au secteur privé à l'étranger. Ces ventes d'or ne sont pas comptabilisées sous le poste *Réserves monétaires*. Seules les opérations sur or passées avec d'autres banques centrales doivent figurer dans les réserves monétaires. La balance des paiements distingue deux étapes dans les ventes d'or au secteur privé: le transfert de réserves monétaires vers de l'or non monétaire (démonétisation), puis la vente d'or non monétaire au secteur privé à l'étranger. Le transfert n'est pas indiqué dans la balance des paiements. Les ventes d'or non monétaire sont comptabilisées dans la balance des paiements en tant qu'importations de capitaux, sous *Autres investissements*. Le produit des ventes d'or est placé en devises.

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions

Voir fondements méthodologiques.

Fondements juridiques

Fondements juridiques des enquêtes servant à établir la balance des paiements et la position extérieure nette:

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale (ordonnance de la Banque nationale) confèrent à cette dernière le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure nette de la Suisse. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si le montant de leurs transactions, par trimestre et par objet, dépasse 100 000 francs (1 million de francs dans les mouvements de capitaux), si leurs avoirs ou engagements financiers vis-à-vis de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si leurs investissements directs à l'étranger ou de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête.

Fondements méthodologiques

Définition

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de biens, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux concernant les capitaux d'investissement direct. Les fondements méthodologiques de la balance des paiements sont tirés d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5^e édition).

Balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes récapitule les échanges de biens et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.

Transferts

Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (par exemple aide au développement), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les biens, services et revenus sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.

Mouvements de capitaux

La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs, sans aucun caractère de participation), des produits dérivés et structurés, d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits des banques commerciales et des entreprises) et sur les réserves monétaires internationales.

Poste résiduel (erreurs et omissions)

Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe. Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des flux venant de l'étranger (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des flux vers l'étranger (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Une telle différence découle de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques.

Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.

Relations entre les balances partielles

La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: les transactions courantes, les transferts en capital et les mouvements de capitaux. Ces balances partielles sont reliées entre elles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde des transactions couran-

tes et des transferts en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, des mouvements de capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La capacité ou le besoin de financement des comptes nationaux correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

Balance des paiements, soldes	Comptes nationaux			
Biens	Contribution de l'extérieur au produit intérieur brut	Contribution de l'extérieur au revenu national brut	Solde des investissements intérieurs et de l'épargne intérieure	Capacité ou besoin de financement
+ Services				
= Biens et services				
+ Revenus				
= Biens, services et revenus				
+ Transferts courants				
= Balance des transactions courantes				
+ Transferts en capital				
= Balance des transactions courantes et transferts en capital				
Mouvements de capitaux, y compris les réserves monétaires				Capacité ou besoin de financement

Définition des groupes de branches¹

Textile et habillement	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
Chimie et plastique	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
Métallurgie et machines	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
Autres industries et construction	01: Agriculture et chasse; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
Commerce	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
Sociétés financières et holdings	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
Banques	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
Assurances	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
Transports et communications	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
Autres services	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs¹

Définition des pays

France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svalbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Emirats arabes unis	Aboû Dabî, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions

UE	Belgique, Danemark, Allemagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Pologne, Portugal, Suède, Slovaquie, Slovénie, Espagne, République tchèque, Hongrie, Royaume-Uni et Chypre; y compris Bulgarie et Roumanie à partir de 2007.
Reste de l'Europe	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Croatie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers off-shore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine. Sans la Principauté de Liechtenstein qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoires palestiniens occupés, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Éthiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Érythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République centrafricaine.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, États fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Niué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des États-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa.

¹ La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2005 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues, qui peut être consultée, en format XLS, sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, *Publications*.

Tableaux

Page	Tableau
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Biens
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Explication des signes

—	Donnée absolument nulle.
.	Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
195	Les chiffres en caractères gras indiquent des données nouvelles ou révisées.

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en août, à l'occasion de la publication du rapport sur la balance des paiements. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en décembre lors de la parution du rapport sur l'évolution des investissements directs. Le rapport publié en août sur la balance des paiements contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Les révisions tiennent compte des données parvenues après coup et d'informations nouvelles qui proviennent de sources secondaires; de plus, des estimations provisoires sont alors affinées ou remplacées par des données définitives.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur la balance des paiements.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur la balance des paiements sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, *Publications, Balance suisse des paiements (rapport annuel)*. Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

1.1 Balance suisse des paiements, aperçu¹

En milliards de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Balance des transactions courantes					
Balance des transactions courantes, solde	65.0	74.2	47.3	9.5	63.8
Biens, solde	3.0	5.1	9.4	15.1	16.7
Commerce spécial ² , solde	7.9	12.1	14.0	19.4	20.3
Recettes	157.0	177.5	197.5	206.3	180.5
Dépenses	- 149.1	- 165.4	- 183.6	- 186.9	- 160.2
Autres postes, solde	- 4.9	- 7.0	- 4.6	- 4.3	- 3.6
Services, solde	33.5	39.3	45.4	49.6	42.3
Tourisme, solde	1.5	2.0	2.5	3.8	3.5
Recettes	12.5	13.5	14.6	15.6	15.0
Dépenses	- 11.0	- 11.6	- 12.1	- 11.8	- 11.5
Services financiers des banques, solde	16.2	18.0	21.0	18.5	15.5
Recettes	17.5	19.6	23.1	20.8	17.6
Dépenses	- 1.3	- 1.6	- 2.1	- 2.3	- 2.1
Autres services, solde	15.8	19.3	21.9	27.2	23.3
Revenus du travail et de capitaux, solde	42.3	41.6	4.0	- 41.3	18.2
Revenus du travail, solde	- 10.4	- 11.2	- 12.4	- 13.0	- 13.4
Recettes	2.0	2.1	2.2	2.4	2.4
Dépenses	- 12.4	- 13.4	- 14.5	- 15.4	- 15.8
Revenus de capitaux, solde	52.7	52.9	16.4	- 28.3	31.5
Recettes	125.3	134.1	144.6	90.6	98.0
Investissements de portefeuille	26.5	30.8	37.1	35.6	28.9
Investissements directs	76.5	69.0	55.2	7.9	52.4
Autres placements	22.3	34.3	52.3	47.1	16.8
Dépenses	- 72.6	- 81.3	- 128.2	- 118.9	- 66.5
Investissements de portefeuille	- 13.8	- 16.9	- 20.5	- 21.4	- 15.9
Investissements directs	- 36.1	- 28.5	- 53.3	- 49.3	- 32.0
Autres placements	- 22.7	- 35.9	- 54.3	- 48.1	- 18.6
Transferts courants, solde	- 13.8	- 11.7	- 11.4	- 13.9	- 13.4
Transferts en capital					
Transferts en capital, solde	- 2.8	- 5.4	- 5.0	- 3.8	- 3.6
Mouvements de capitaux					
Mouvements de capitaux, solde	- 84.4	- 91.5	- 41.1	- 19.9	- 26.6
Investissements directs, solde	- 64.8	- 55.9	- 6.0	- 43.7	- 2.6
Investissements directs suisses à l'étranger	- 63.7	- 95.1	- 58.8	- 56.3	- 28.8
Capital social	- 22.0	- 62.7	- 43.7	- 57.9	- 1.9
Bénéfices réinvestis	- 41.0	- 26.4	- 6.3	25.9	- 29.0
Crédits	- 0.7	- 6.0	- 8.8	- 24.3	2.0
Investissements directs étrangers en Suisse	- 1.2	39.1	52.7	12.6	26.3
Capital social	0.0	21.2	26.3	4.4	9.2
Bénéfices réinvestis	- 2.8	14.7	35.5	2.2	17.7
Crédits	1.6	3.2	- 9.1	6.0	- 0.7
Investissements de portefeuille, solde	- 59.2	- 53.5	- 23.3	- 38.5	- 32.0
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	- 66.3	- 53.6	- 25.0	- 71.3	- 40.3
Titres de créance	- 44.3	- 36.1	- 18.7	- 67.4	- 38.2
Emprunts obligataires et notes	- 48.5	- 46.4	- 33.8	- 70.7	- 45.2
Papiers monétaires	4.2	10.3	15.1	3.3	7.0
Titres de participation	- 22.0	- 17.5	- 6.3	- 4.0	- 2.1
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	7.2	0.1	1.7	32.8	8.3
Titres de créance	2.1	- 0.6	1.1	6.0	- 2.2
Emprunts obligataires et notes	- 1.5	- 1.0	- 0.6	5.3	0.0
Papiers monétaires	3.5	0.3	1.7	0.6	- 2.3
Titres de participation	5.1	0.7	0.6	26.9	10.5

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5

Mouvements de capitaux (suite)

Produits dérivés et structurés, solde	.	- 3.7	- 12.8	7.4	2.6
Autres mouvements de capitaux, solde	16.9	22.1	5.0	59.0	52.2
Crédits des banques commerciales, solde	2.1	23.2	5.7	62.8	43.2
Crédits à l'étranger	- 73.5	- 33.4	- 290.9	362.8	53.8
Crédits à des banques	- 71.4	- 14.5	- 241.5	336.6	32.1
Autres crédits	- 2.0	- 18.8	- 49.4	26.1	21.7
Crédits de l'étranger	75.5	56.6	296.6	- 299.9	- 10.6
Crédits de banques	72.4	53.6	292.3	- 346.1	- 119.4
Autres crédits	3.2	3.0	4.3	46.2	108.8
Crédits des entreprises ³ , solde	16.9	15.6	6.6	- 12.3	- 5.0
Crédits à l'étranger	3.4	3.8	- 40.4	3.0	- 7.7
Crédits de l'étranger	13.5	11.9	47.0	- 15.3	2.7
Crédits des collectivités publiques, solde	0.1	0.5	3.1	5.4	0.0
Crédits de la Banque nationale, solde	- 1.2	0.7	0.0	- 35.1	17.9
Autres investissements, solde	- 0.9	- 18.0	- 10.3	38.2	- 4.0
Réserves monétaires, total	22.7	- 0.4	- 4.1	- 4.1	- 46.8

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions nettes, poste résiduel	22.2	22.7	- 1.2	14.2	- 33.6
----------------------------------------------------	-------------	-------------	--------------	-------------	---------------

¹ Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux dans tous les autres postes.

² Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour, qui étaient comptabilisés sous *Autres postes* jusqu'en 2001.

³ Les crédits au sein de groupes figurent sous *Investissements directs*.

2.1 Biens

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Commerce spécial ¹						
Recettes	156 977	177 475	197 533	206 330	180 534	- 12.5
Dépenses	149 094	165 410	183 578	186 884	160 187	- 14.3
Solde	7 883	12 065	13 955	19 447	20 347	.
dont						
Energie électrique						
Recettes	2 897	3 953	4 197	5 456	4 714	- 13.6
Dépenses	2 183	2 912	2 892	3 366	3 167	- 5.9
Solde	714	1 041	1 305	2 090	1 547	.
Autres biens ²						
Recettes	6 490	8 174	9 500	10 667	7 912	- 25.8
Dépenses	11 369	15 174	14 082	15 005	11 544	- 23.1
Solde	- 4 879	- 7 000	- 4 582	- 4 339	- 3 631	.
Total						
Recettes	163 468	185 649	207 033	216 997	188 446	- 13.2
Dépenses	160 463	180 584	197 660	201 889	171 730	- 14.9
Solde	3 004	5 065	9 373	15 108	16 716	.

¹ Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans *Autres biens*.

Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour.

² Depuis 2002, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour sont inclus dans *Commerce spécial*.

3.1 Services

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Tourisme, total						
Recettes	12 477	13 544	14 621	15 598	15 005	- 3.8
Dépenses	10 975	11 556	12 120	11 782	11 505	- 2.4
Solde	1 501	1 988	2 501	3 816	3 500	.
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	8 162	8 910	9 866	10 584	10 078	- 4.8
Dépenses	8 282	9 006	9 647	9 362	8 977	- 4.1
Solde	- 120	- 95	219	1 222	1 101	.
Trafic journalier et de transit et autres services touristiques						
Recettes	2 787	3 024	3 094	3 283	3 234	- 1.5
Dépenses	2 673	2 528	2 449	2 396	2 504	4.5
Solde	114	496	645	887	731	.
Dépenses de consommation des travailleurs étrangers						
Recettes	1 528	1 610	1 661	1 731	1 693	- 2.2
Dépenses	21	22	24	24	25	0.9
Solde	1 507	1 587	1 637	1 706	1 668	.
Assurances privées						
Recettes	4 172	4 679	5 776	6 274	5 862	- 6.6
Dépenses	396	537	682	716	898	25.4
Solde	3 775	4 142	5 093	5 558	4 964	.
Commerce de transit						
Recettes	5 862	8 811	10 716	14 225	11 864	- 16.6
Transports, total						
Recettes	5 234	5 671	6 687	7 195	6 104	- 15.2
Dépenses	3 574	3 892	4 359	4 542	3 910	- 13.9
Solde	1 660	1 779	2 328	2 653	2 194	.
Personnes						
Recettes	2 362	2 558	3 046	3 364	2 736	- 18.7
Dépenses	2 232	2 440	2 620	2 630	2 090	- 20.5
Solde	130	118	427	734	645	.
Marchandises						
Recettes	1 005	1 036	1 179	1 214	1 069	- 11.9
Dépenses ¹	—	—	—	—	—	.
Solde	1 005	1 036	1 179	1 214	1 069	.
Autres services en matière de transports						
Recettes	1 867	2 077	2 462	2 617	2 299	- 12.2
Dépenses	1 342	1 452	1 740	1 912	1 820	- 4.8
Solde	525	625	722	706	480	.
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	1 473	1 380	1 281	1 329	1 443	8.6
Dépenses	1 163	1 005	959	1 053	1 133	7.6
Solde	310	375	322	276	310	.

3.1 Services (suite)

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Autres services, total						
Recettes	32 748	34 599	39 843	39 661	39 879	0.5
Dépenses	12 359	12 430	15 420	16 600	20 414	23.0
Solde	20 388	22 170	24 422	23 061	19 465	.
Services financiers des banques						
Recettes	17 546	19 582	23 148	20 828	17 562	- 15.7
Dépenses	1 315	1 605	2 143	2 304	2 058	- 10.7
Solde	16 231	17 977	21 006	18 524	15 504	.
Services à contenu technologique						
Recettes	11 030	10 383	11 583	13 636	17 510	28.4
Dépenses	9 960	9 495	11 911	12 866	17 456	35.7
Solde	1 070	889	- 328	770	54	.
dont						
Licences et brevets						
Recettes	10 717	10 024	11 184	13 152	17 063	29.7
Dépenses	9 735	9 251	11 640	12 569	17 137	36.3
Solde	982	773	- 457	583	- 74	.
Divers services						
Recettes	4 171	4 634	5 112	5 197	4 806	- 7.5
Dépenses	1 084	1 330	1 367	1 430	899	- 37.1
Solde	3 087	3 304	3 745	3 767	3 907	.
Total						
Recettes	61 965	68 685	78 923	84 281	80 156	- 4.9
Dépenses	28 468	29 420	33 541	34 692	37 859	9.1
Solde	33 498	39 265	45 382	49 589	42 298	.

¹ Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de biens.

4.1 Revenus du travail et de capitaux

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Revenus du travail						
Recettes	2 022	2 124	2 154	2 395	2 400	0.2
Dépenses	12 411	13 354	14 548	15 400	15 759	2.3
Solde	- 10 390	- 11 230	- 12 394	- 13 006	- 13 359	.
Revenus de capitaux, total						
Recettes	125 324	134 129	144 594	90 566	98 011	8.2
Dépenses	72 601	81 279	128 206	118 867	66 475	- 44.1
Solde	52 723	52 851	16 388	- 28 301	31 536	.
Investissements de portefeuille						
Recettes	26 476	30 820	37 074	35 557	28 865	- 18.8
Dépenses	13 791	16 901	20 538	21 433	15 891	- 25.9
Solde	12 684	13 919	16 536	14 124	12 975	.
Investissements directs						
Recettes	76 523	68 984	55 221	7 878	52 361	564.7
Dépenses	36 107	28 451	53 328	49 344	32 000	- 35.1
Solde	40 416	40 533	1 894	- 41 467	20 362	.
Autres placements						
Recettes	22 325	34 326	52 299	47 131	16 785	- 64.4
Dépenses	22 703	35 927	54 340	48 090	18 585	- 61.4
Solde	- 378	- 1 601	- 2 042	- 959	- 1 800	.
dont						
Opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des SIFIM¹						
Recettes	18 828	30 495	47 513	35 283	9 266	- 73.7
Dépenses	18 763	31 149	48 641	36 929	9 356	- 74.7
Solde	66	- 654	- 1 128	- 1 646	- 90	.
Pour mémoire: opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM¹						
Recettes	20 803	32 766	49 981	37 882	11 086	- 70.7
Dépenses	17 199	29 503	47 072	35 378	6 581	- 81.4
Solde	3 604	3 263	2 909	2 503	4 505	.
Total						
Recettes	127 345	136 253	146 748	92 960	100 411	8.0
Dépenses	85 012	94 633	142 754	134 267	82 234	- 38.8
Solde	42 333	41 621	3 994	- 41 307	18 178	.

¹ Services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM: il s'agit de services financiers que les banques fournissent contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts. Les SIFIM figurent avec les commissions bancaires dans les services financiers des banques.

5.1 Transferts courants

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Transferts du secteur privé, total						
Recettes	15 894	18 206	22 895	25 146	22 934	- 8.8
Dépenses	26 099	26 482	30 922	35 843	32 852	- 8.3
dont						
Transferts d'immigrés	4 158	4 658	4 989	5 123	5 478	6.9
Solde	- 10 205	- 8 276	- 8 027	- 10 697	- 9 918	.
Transferts du secteur public, total						
Recettes	3 516	3 946	4 302	4 616	4 722	2.3
Dépenses	7 138	7 372	7 675	7 849	8 222	4.7
Solde	- 3 622	- 3 426	- 3 374	- 3 233	- 3 499	.
Assurances sociales						
Recettes	1 418	1 505	1 606	1 670	1 806	8.1
Dépenses	4 577	4 694	4 994	5 066	5 415	6.9
Solde	- 3 159	- 3 190	- 3 387	- 3 396	- 3 609	.
Etat						
Recettes	2 097	2 442	2 695	2 946	2 917	- 1.0
Dépenses	2 561	2 678	2 682	2 783	2 807	0.9
Solde	- 463	- 236	13	163	110	.
Total						
Recettes	19 410	22 152	27 196	29 762	27 657	- 7.1
Dépenses	33 237	33 854	38 597	43 692	41 074	- 6.0
Solde	- 13 827	- 11 702	- 11 401	- 13 930	- 13 418	.

6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Exportations de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Industrie	27 214	55 798	24 697	37 308	12 742
Textile et habillement ^{5,6}	- 1 683	2 485	4 656	38	- 541
Chimie et plastique	20 221	23 253	7 308	15 088	4 718
Métallurgie et machines	798	9 889	5 079	4 186	142
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 048	3 402	677	8 974	4 389
Autres industries et construction ⁷	6 830	16 769	6 977	9 022	4 034
Services	36 436	39 273	34 059	18 995	16 103
Commerce	8 260	- 2 232	- 381	6 514	14 007
Sociétés financières et holdings	10 443	9 020	12 779	18 595	- 9 562
dont					
en mains suisses ⁸	1 993	3 649	1 659	14 787	- 6 940
en mains étrangères ⁹	8 450	5 371	11 120	3 809	- 2 623
Banques	8 383	21 907	12 187	1 095	3 377
Assurances	5 893	8 942	- 3 444	- 7 994	6 300
Transports et communications ¹⁰	1 317	1 197	7 531	955	118
Autres services ¹¹	2 140	440	5 387	- 170	1 863
Total	63 651	95 071	58 755	56 303	28 845
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁹	55 201	89 700	47 635	52 495	31 468

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁶ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁷ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁸ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

⁹ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Exportations de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Europe	24 649	38 397	42 360	25 131	11 835
UE ⁵	20 963	36 248	34 605	14 612	13 529
Reste de l'Europe ⁶	3 687	2 149	7 755	10 518	- 1 695
Pays sélectionnés					
Etats baltes ⁷	79	75	62	- 7	17
Belgique	- 2 981	138	1 269	291	1 973
Bulgarie	78	57	89	- 9	- 143
Danemark	- 416	570	336	- 839	41
Allemagne	8 259	8 855	4 314	5 387	2 068
Finlande	- 14	406	407	668	752
France ⁸	1 909	1 705	6 185	3 162	450
Grèce	282	536	938	672	- 895
Irlande	1 493	9 331	- 5 563	- 3 781	- 681
Italie	900	1 736	8 490	920	- 1 066
Croatie	51	71	194	178	45
Luxembourg	- 3 266	7 603	11 283	14 713	- 4 484
Pays-Bas	8 877	- 6 189	- 618	4 647	6 543
Norvège	261	204	- 15	305	276
Autriche	605	1 730	671	- 2 733	1 155
Pologne	465	481	684	330	305
Portugal	- 21	1 853	- 948	- 44	- 134
Roumanie	154	320	295	467	- 163
Fédération de Russie	887	1 381	1 089	455	- 826
Suède	- 2 020	- 493	104	2 186	362
Slovaquie	31	88	85	24	42
Espagne	2 699	971	- 2 288	- 259	744
République tchèque	822	- 251	689	128	55
Turquie	722	49	456	462	141
Ukraine	192	683	255	465	361
Hongrie	564	284	- 853	190	- 15
Royaume-Uni ⁹	2 639	6 784	7 490	- 11 689	7 025
Centres financiers offshore ¹⁰	1 212	- 765	5 433	8 529	- 1 427
Amérique du Nord	22 832	23 008	1 515	35 208	4 517
Canada	6 077	1 907	2 460	- 2 692	396
Etats-Unis	16 755	21 102	- 945	37 900	4 122
Amérique centrale et du Sud	6 732	21 346	8 338	- 10 586	5 841
dont					
Argentine	407	10	221	198	170
Bolivie	8	0	44	0	36
Brésil	662	3 784	3 423	784	- 241
Chili	96	152	- 108	438	176
Costa Rica	476	646	752	124	23
Equateur	50	- 38	47	- 64	19
Guatemala	0	14	7	- 27	16
Colombie	119	- 99	65	52	390
Mexique	107	757	418	392	- 667
Pérou	- 34	- 26	- 173	358	128
Uruguay	135	746	52	323	192
Venezuela	90	181	- 99	313	385
Centres financiers offshore ¹¹	2 636	15 683	2 770	- 13 509	4 545

2005	2006	2007	2008	2009
1	2	3	4	5

Asie	6 757	10 318	3 994	- 281	7 473
dont					
Bangladesh	- 3	13	- 13	65	7
Chine	829	920	776	1 359	852
Hong Kong	607	1 154	278	59	714
Inde	248	370	630	1 206	828
Indonésie	108	25	156	642	303
Israël	80	154	40	358	170
Japon	113	644	2 420	1 371	- 180
Corée (Sud)	670	498	794	839	628
Malaisie	- 76	109	101	96	70
Pakistan	183	296	279	43	318
Philippines	775	584	- 128	11	79
Arabie saoudite	108	69	15	479	122
Singapour	2 162	4 442	- 1 528	- 16 377	1 837
Sri Lanka	10	6	14	12	2
Taiwan	189	116	67	111	115
Thaïlande	285	509	460	5	42
Emirats arabes unis	- 47	178	- 214	7 967	481
Vietnam	- 22	48	14	158	- 3
Afrique	1 731	810	1 591	3 799	1 859
dont					
Egypte	276	161	141	172	1 769
Côte d'Ivoire	- 2	77	79	3	112
Kenya	13	20	18	5	- 5
Maroc	59	34	45	64	105
Nigéria	- 6	19	22	59	66
Afrique du Sud	1 095	431	978	3 739	- 254
Tunisie	6	- 5	0	7	30
Océanie	949	1 192	958	3 032	- 2 680
dont					
Australie	869	1 126	819	2 872	- 2 691
Nouvelle-Zélande	58	38	114	178	- 10
Ensemble des pays	63 651	95 071	58 755	56 303	28 845

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁶ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁷ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁸ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁹ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹¹ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Industrie	1 037	14 091	27 860	1 762	6 967
Chimie et plastique	955	5 142	17 188	261	3 205
Métallurgie et machines	- 122	7 668	6 375	1 041	654
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 192	1 480	3 636	- 705	1 492
Autres industries et construction	395	- 198	660	1 165	1 616
Services	- 2 221	25 040	24 859	10 859	19 313
Commerce	926	1 410	2 403	- 5 836	3 493
Sociétés financières et holdings	- 7 815	13 150	9 423	12 385	14 260
Banques ⁴	1 759	1 553	3 417	2 518	2 298
Assurances	309	13 370	1 615	1 267	815
Transports et communications ⁵	1 870	- 3 953	6 498	- 187	- 520
Autres services ⁶	730	- 490	1 503	713	- 1 033
Total	- 1 184	39 132	52 719	12 620	26 280

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Europe	24 000	29 870	56 755	- 1 055	47 206
UE ⁴	24 031	29 802	57 866	158	46 346
Reste de l'Europe ⁵	- 31	68	- 1 112	- 1 213	860
Pays sélectionnés					
Belgique	- 1 073	69	1 057	- 2 285	- 3 090
Danemark	1 037	933	460	511	- 702
Allemagne	768	1 134	16 095	- 957	2 092
France ⁶	2 158	13 895	1 919	- 2 922	1 540
Italie	211	428	778	1 191	- 104
Luxembourg	- 278	3 414	833	9 856	12 956
Pays-Bas	10 330	8 756	21 331	- 14 770	23 044
Autriche	9 826	2 534	13 031	10 733	2 827
Suède	- 913	73	1 273	472	1 404
Espagne	500	68	- 263	74	- 761
Royaume-Uni ⁷	1 370	- 1 896	- 460	- 4 403	6 901
Amérique du Nord	- 26 048	8 953	4 825	14 300	- 22 399
Canada	- 455	5 372	1 055	- 661	- 127
Etats-Unis	- 25 594	3 581	3 770	14 960	- 22 271
Amérique centrale et du Sud	878	162	- 8 816	- 394	1 744
dont					
Centres financiers offshore ⁸	653	113	- 180	- 403	1 896
Asie, Afrique et Océanie	- 14	147	- 45	- 231	- 272
dont					
Israël	62	54	45	34	42
Japon	- 117	- 90	- 44	- 498	165
Ensemble des pays	- 1 184	39 132	52 719	12 620	26 280

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁷ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁸ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres¹

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Investissements de portefeuille suisses					
à l'étranger	- 66 323	- 53 610	- 25 008	- 71 345	- 40 270
Titres de créance	- 44 345	- 36 073	- 18 715	- 67 369	- 38 218
Emprunts obligataires et <i>notes</i>	- 48 521	- 46 377	- 33 804	- 70 692	- 45 224
Papiers monétaires	4 176	10 304	15 089	3 324	7 006
Titres de participation	- 21 977	- 17 537	- 6 293	- 3 976	- 2 052
Actions	6 104	5 411	7 279	- 19 323	- 8 732
Placements collectifs	- 28 081	- 22 948	- 13 572	15 347	6 680
Investissements de portefeuille étrangers					
en Suisse	7 172	72	1 700	32 832	8 275
Titres de créance	2 065	- 618	1 116	5 958	- 2 231
Emprunts obligataires et <i>notes</i>	- 1 466	- 953	- 612	5 347	44
Collectivités publiques	- 1 143	- 1 583	- 466	2 334	- 2 471
Autres	- 324	631	- 146	3 013	2 515
Papiers monétaires	3 532	334	1 729	611	- 2 275
Titres de participation	5 106	690	584	26 874	10 506
Actions	- 2 794	- 5 549	- 9 040	12 413	8 873
Placements collectifs	7 900	6 239	9 624	14 461	1 633
Solde	- 59 151	- 53 538	- 23 308	- 38 513	- 31 995

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Investissements de portefeuille suisses					
à l'étranger	- 66 323	- 53 610	- 25 008	- 71 345	- 40 270
Titres de créance	- 44 345	- 36 073	- 18 715	- 67 369	- 38 218
CHF	- 12 241	- 12 649	- 5 912	- 11 428	- 27 270
EUR	- 10 405	- 18 363	- 9 401	- 33 598	- 8 592
USD	- 14 561	- 1 046	767	- 18 469	- 3 163
Autres	- 7 139	- 4 015	- 4 168	- 3 866	799
Titres de participation	- 21 977	- 17 537	- 6 293	- 3 976	- 2 052
CHF	- 5 514	- 6 655	- 2 416	5 393	5 595
EUR	- 9 141	- 1 147	- 1 518	3 952	- 6 524
USD	- 4 953	- 10 060	- 2 855	- 6 091	559
Autres	- 2 369	325	495	- 7 226	- 1 687
Investissements de portefeuille étrangers					
en Suisse	7 172	72	1 700	32 832	8 275
Titres de créance	2 065	- 618	1 116	5 958	- 2 231
CHF	1 775	- 688	529	4 101	- 3 645
EUR	- 146	- 50	452	1 548	158
USD	349	82	89	2 452	- 30
Autres	87	37	46	- 2 143	1 278
Titres de participation	5 106	690	584	26 874	10 506
CHF	- 4 660	- 7 254	- 9 882	14 132	6 153
EUR	6 381	2 409	2 602	7 563	192
USD	3 225	5 627	8 182	4 742	3 538
Autres	160	- 93	- 319	437	620
Solde	- 59 151	- 53 538	- 23 308	- 38 513	- 31 995

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Crédits à l'étranger	- 73 460	- 33 352	- 290 896	362 780	53 820
CHF	408	- 2 429	- 13 757	17 683	7 170
USD	- 69 313	- 31 920	44 260	116 832	- 4 559
EUR	- 2 245	13 200	- 36 493	28 541	- 18 142
Autres monnaies	- 772	- 10 450	- 285 928	191 353	70 796
Toutes les monnaies	- 71 922	- 31 599	- 291 918	354 408	55 266
Métaux précieux	- 1 539	- 1 753	1 022	8 371	- 1 446
Crédits de l'étranger	75 529	56 566	296 587	- 299 949	- 10 635
CHF	9 191	1 150	7 331	- 5 679	2 834
USD	40 225	- 11 607	117 390	- 134 639	- 2 198
EUR	2 942	45 198	- 38 037	3 195	6 355
Autres monnaies	22 494	17 494	210 655	- 154 984	- 18 822
Toutes les monnaies	74 852	52 235	297 338	- 292 106	- 11 831
Métaux précieux	677	4 330	- 751	- 7 843	1 196
Solde	2 069	23 213	5 691	62 831	43 185
CHF	9 599	- 1 279	- 6 426	12 004	10 004
USD	- 29 088	- 43 527	161 650	- 17 807	- 6 757
EUR	697	58 398	- 74 530	31 737	- 11 786
Autres monnaies	21 722	7 044	- 75 273	36 369	51 974
Toutes les monnaies	2 931	20 636	5 420	62 302	43 435
Métaux précieux	- 862	2 578	271	529	- 250

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches^{1, 2, 3}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Crédits à l'étranger	3 357	3 767	- 40 403	3 010	- 7 707
Industrie	2 995	166	- 1 669	- 1 611	2 496
Chimie et plastique	2 225	- 537	- 982	- 255	954
Métallurgie et machines	596	237	- 36	190	422
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 56	405	- 645	- 1 580	1 484
Autres industries et construction	230	61	- 6	34	- 365
Services	362	3 602	- 38 734	4 621	- 10 203
Commerce	- 5 205	- 1 273	- 10 254	3 211	- 6 126
Sociétés financières et holdings	10 156	773	- 24 710	- 4 635	- 1 212
Assurances	- 4 595	3 996	- 3 331	4 741	- 3 457
Transports et communications	716	- 107	- 228	- 134	475
Autres services	- 711	213	- 212	1 438	118
Crédits de l'étranger	13 531	11 871	46 970	- 15 303	2 736
Industrie	256	- 51	2 316	4 281	- 3 945
Chimie et plastique	416	714	- 1 196	65	- 1 557
Métallurgie et machines	- 313	286	1 962	1 342	- 161
Electronique, énergie, optique et horlogerie	141	- 983	609	1 588	- 1 172
Autres industries et construction	12	- 68	940	1 286	- 1 055
Services	13 275	11 921	44 653	- 19 583	6 681
Commerce	6 317	176	17 503	- 8 622	7 568
Sociétés financières et holdings	- 1 185	11 414	14 103	6 456	1 869
Assurances	7 885	- 490	8 135	- 16 197	1 923
Transports et communications	85	12	2 944	- 1 222	- 4 530
Autres services	173	809	1 969	2	- 150
Solde	16 888	15 638	6 566	- 12 293	- 4 971
Industrie	3 251	115	647	2 669	- 1 449
Services	13 637	15 523	5 919	- 14 962	- 3 522

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Sans les crédits au sein de groupes, qui entrent dans les investissements directs.

³ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

La BNS publie des données sur la balance des paiements dans deux autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)

Ces estimations paraissent trois mois après la fin de chaque trimestre.

Bulletin mensuel de statistiques économiques

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur la balance des paiements.

Renseignements

bop@snb.ch

